

Non classifié

ERC(2013)13/ANN1

Organisation de Coopération et de Développement Économiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

06-Sep-2013

Français - Or. Anglais

CONSEIL

Comité des relations extérieures

APPROCHES RÉGIONALES AU SEIN DU PROGRAMME DE RELATIONS MONDIALES DE L'OCDE

Panorama complet de l'actuel programme de travail

JT03344046

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.



ERC(2013)13/ANN1
Non classifié

Français - Or. Anglais

1. La présente note offre un panorama complet des travaux en cours dans le cadre des approches régionales qui figurent dans le Programme de relations mondiales de l'OCDE. Elle est soumise au Comité des relations extérieures comme document de référence pour sa discussion sur les approches régionales. Elle sera également diffusée sur le site Web de l'Organisation consacré aux relations mondiales.

TABLE DES MATIÈRES

ASIE-PACIFIQUE	4
AMÉRIQUE LATINE ET CARAIBES (ALC).....	12
EUROPE ET ASIE CENTRALE	18
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD.....	27
AFRIQUE	32

ASIE-PACIFIQUE

INITIATIVE DE COOPÉRATION APEC-OCDE SUR LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

Un accord APEC-OCDE sur des travaux conjoints relatifs à la réforme de la réglementation a été conclu à la réunion ministérielle de l'APEC qui s'est tenue au Brunei Darussalam en 2000. Par la suite, une série d'ateliers a été organisée dans ce cadre sur la mise en œuvre de la réforme de la réglementation dans les économies de l'APEC et de l'OCDE. En 2005, l'Initiative a publié sa Liste de référence commune APEC-OCDE sur la réforme de la réglementation, dont les pays se servent depuis pour l'auto-évaluation de leurs politiques.

L'Initiative reste centrée sur l'utilisation de cette liste de référence et sur les moyens de renforcer la coopération nationale et internationale en matière de politique réglementaire. En 2012, l'APEC et l'OCDE ont pris part aux réunions de leurs comités respectifs (Comité de l'économie à l'APEC et Comité de la politique de la réglementation à l'OCDE) et les discussions se poursuivent sur les possibilités de coopération en faveur des initiatives de politique réglementaire et de gouvernance dans les pays de l'APEC, y compris sur la création d'un portail consacré aux bonnes pratiques réglementaires.

Partenaires :	Brunei Darussalam, Fédération de Russie, Hong Kong (Chine), Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République populaire de Chine, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande, Viet Nam
Événements :	Réunion sur le thème « Mesurer les performances en matière de réglementation », Stockholm, T3 2013
Publications :	- <i>Politique réglementaire et gouvernance : Soutenir la croissance économique et servir l'intérêt général</i> (2011)
Site Web :	www.oecd.org/fr/gov/politique-reglementaire/linitiativeapec-ocde.htm
Domaine de résultats :	4.3.5 (Politique de la réglementation)
Direction/Service :	GOV/REG

COOPÉRATION OCDE-APEC SUR LES POLITIQUES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Le Comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications (PIIC) coopère activement depuis 2005 avec le Groupe de travail des télécommunications et de l'information de l'APEC/Groupe de direction sur la sécurité et la prospérité (APEC TEL SPSG), auprès duquel l'OCDE bénéficie du statut d'invité. L'OCDE a notamment établi un rapport conjoint sur les logiciels malveillants et organisé des événements sur le spam et la protection des enfants en ligne. Elle coopère aussi avec l'APEC dans le domaine de la protection de la vie privée (Groupe de direction sur le commerce électronique), où coexistent des avis et des points de vue différents.

Partenaires :	Brunei Darussalam, Fédération de Russie, Hong Kong (Chine), Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République populaire de Chine, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande, Viet Nam
Événements :	Forum sur la gouvernance d'Internet (FGI), Bali, novembre 2013
Publications :	- <i>Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2012</i> - <i>Innovation in Southeast Asia</i> (2013)
Site Web :	www.oecd.org/fr/sti/hautdebit/
Domaine de résultats :	1.3.1 (Économie numérique)
Direction/Service :	STI/PIIC

PROGRAMME ASEAN-OCDE POUR L'INVESTISSEMENT

Le Programme encourage le dialogue et les échanges d'expériences entre les pays de l'OCDE et les économies d'Asie du Sud-est sur l'amélioration du climat de l'investissement. Sa double approche repose sur le dialogue sur les politiques régionales et les examens des politiques d'investissement par pays.

Les 10 pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) sont convenus de s'associer à l'OCDE pour entreprendre huit examens des politiques d'investissement. Des examens de la Malaisie et du Myanmar ont commencé en coopération avec le Secrétariat de l'ASEAN. L'Indonésie et le Viet Nam ont fait l'objet d'examens en 2010 et en 2009 respectivement.

Les résultats seront présentés à la fois à Paris et en Asie du Sud-est, encourageant ainsi le dialogue sur les politiques d'investissement entre les États membres de l'ASEAN et le Comité de l'investissement de l'OCDE d'une part, et entre les pays d'Asie du Sud-est d'autre part. Ces examens permettront aussi de renforcer et d'approfondir les relations avec la communauté économique régionale la plus importante d'Asie.

Partenaires :	États membres de l'ASEAN (Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viet Nam)
Événements :	Voir le site Web ci-dessous
Publications :	Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement de la Malaisie et du Myanmar (2013)
Site Web :	www.oecd.org/daf/inv/investmentfordevelopment/seasia.htm
Domaine de résultats :	4.1.1 (Investissement)
Direction/Service :	DAF/INV

INITIATIVE BASD-OCDE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

L'Initiative vise à soutenir les efforts déployés aux niveaux national et multilatéral pour aborder et réduire la corruption en Asie et dans le Pacifique. Pour ce faire, elle cherche à renforcer les capacités en s'appuyant sur l'apprentissage par les pairs, le soutien mutuel et les échanges d'expériences. Elle tient compte de la diversité de ses membres sur le plan de la situation géographique et du développement, des pressions qui s'exercent sur leurs ressources humaines et financières, et de la nécessité d'accroître la valeur des fonctions et des rôles des autres organes multilatéraux de lutte contre la corruption. Ses mécanismes spécifiques sont le dialogue sur les politiques dans le cadre de réunions du Groupe de direction et de conférences régionales, l'analyse des politiques à travers des examens thématiques et par pays, et l'assistance technique fournie au moyen de séminaires régionaux.

L'Initiative compte 30 membres (Australie, Corée et Japon inclus) qui ont approuvé le Plan d'action de lutte contre la corruption en Asie et dans le Pacifique. Le Groupe de direction, présidé à l'heure actuelle par le Viet Nam, se réunit une fois par an dans la région. En 2013, il sera présidé par le Timor-Leste. Le secrétariat de l'Initiative est assuré conjointement par la Banque asiatique de développement et l'OCDE.

En 2011, à la suite d'un examen de l'Initiative, le Groupe de direction a adopté un document sur les principes stratégiques et les activités futures qui guidera les actions de l'Initiative dans les années à venir. Cette stratégie à long terme est mise en œuvre au moyen de programmes de travail triennaux successifs.

Partenaires :	Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Fidji, Hong Kong (Chine), Îles Cook, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Macao (Chine), Malaisie, Mongolie, Népal, Pakistan, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République populaire de Chine, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Oriental, Vanuatu, Viet Nam
Événements :	<ul style="list-style-type: none"> - 18^e réunion du Groupe de direction, Dili (Timor-Leste), 23-24 juillet 2013 - 12^e séminaire régional BASD-OCDE sur l'assistance technique au service d'une meilleure conformité, Dili, 24-25 juillet 2013 - Examen thématique sur les mesures comptables et d'audit ainsi que de contrôle

interne visant à prévenir la corruption dans le secteur privé en Indonésie (2013-2014)

- Publications :** - *Specialised Anti-Corruption Institutions - Review of Models: Second Edition* (2013)
- Site Web :** www.oecd.org/site/adboecdanti-corruptioninitiative
- Domaine de résultats :** 4.1.2 (Lutte contre la corruption)
- Direction/Service :** DAF/ACD

RÉSEAU OCDE-ASIE DES HAUTS RESPONSABLES DU BUDGET

Le Réseau OCDE-Asie des hauts responsables du budget, conçu sur le modèle du Groupe de travail des hauts responsables du budget de l'OCDE, réunit les directeurs du budget et d'autres hauts fonctionnaires d'Asie et des pays de l'OCDE, qui confrontent leur expérience et débattent de questions budgétaires communes.

Depuis 2002, le Bureau du budget de la Thaïlande accueille les réunions annuelles du Réseau à Bangkok. La dernière réunion a eu lieu en décembre 2012.

- Partenaires :** Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Hong Kong (Chine), Inde, Indonésie, Laos, Macao (Chine), Malaisie, Philippines, République populaire de Chine, Singapour, Sri Lanka, Taipei chinois, Thaïlande, Timor-Oriental, Viet Nam
- Événements :** Réunion annuelle du Réseau OCDE-Asie des hauts responsables du budget (voir le site Web ci-dessous)
- Publications :** *Evolutions in Budgetary Practice: Allen Schick and the OECD Senior Budget Officials* (2009)
- Site Web :** www.oecd.org/fr/gov/budgetisation/reseauocde-asiedeshautsresponsablesdubudget.htm
- Domaine de résultats :** 4.3.1 (Efficacité du secteur public)
- Direction/Service :** GOV/BUD

TABLE RONDE OCDE-ADBI SUR LA RÉFORME DES MARCHÉS FINANCIERS EN ASIE

Cet événement annuel, connu sous la dénomination de « Table ronde de Tokyo », est accueilli par l'Institut de la BASD à Tokyo et s'est tenu pour la première fois en 1999 après la crise financière asiatique. Organisées et soutenues conjointement par l'ADBI et l'OCDE, avec l'aide financière du Japon, les tables rondes offre un cadre de discussion aux autorités des marchés de valeurs mobilières, aux experts, aux spécialistes, aux établissements d'enseignement supérieur et aux organisations internationales sur les sujets qui présentent un intérêt particulier du point de vue de la réforme des marchés financiers en Asie.

- Partenaires :** Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, République populaire de Chine, Singapour, Thaïlande, Viet Nam
- Événements :** 13^e Table ronde de Tokyo sur la réforme des marchés financiers en Asie, 4-5 avril 2013. Voir également le site Web ci-dessous.
- Publications :** *OECD Journal: Financial Market Trends*
- Site Web :** www.oecd.org/daf/fin/financial-markets/tokyoroundtablesoncapitalmarketreforminasia.htm
- Domaine de résultats :** 4.2.2 (Finances, assurances et pensions)
- Direction/Service :** DAF/FIN

TABLE RONDE DE L'OCDE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE EN ASIE

Cette table ronde se tient chaque année en Asie depuis 1999. Elle offre un cadre pour la mise en œuvre des réformes du gouvernement d'entreprise et encourage l'utilisation des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE. Des décideurs, des spécialistes et des experts d'Asie et des membres de l'OCDE y prennent part, ainsi que des représentants des organisations internationales intéressées.

La Table ronde a permis d'établir un plan d'action pour l'amélioration du gouvernement d'entreprise en Asie : le Livre blanc sur le gouvernement d'entreprise en Asie. Depuis, diverses initiatives ont été mises en place pour donner suite à ses recommandations. En 2011, il a été décidé d'en publier une version actualisée intitulée *Reform Priorities in Asia: Taking Corporate Governance to a Higher Level*. Celle-ci définit les priorités, formule des recommandations et donne une vue d'ensemble des cadres de gouvernement d'entreprise dans 13 économies d'Asie (la Corée et les 13 partenaires non membres énumérés ci-dessous, à l'exception de la Mongolie qui s'est jointe à la Table ronde récemment).

La Table ronde compte trois sous-groupes :

- Le Groupe de travail sur les transactions entre parties liées a élaboré un « Guide pratique pour combattre les transactions abusives entre parties liées en Asie », adopté en 2009 ;
- Le Groupe d'étude sur la nomination et l'élection des conseils d'administration a publié un rapport et des recommandations en juin 2013 ;
- Le Groupe d'étude sur le respect de la réglementation, créé à Tokyo le 25 octobre 2012, est centré sur les progrès à accomplir pour une application active, visible et efficace des réglementations par les pouvoirs publics.

Partenaires :	Bangladesh, Hong Kong (Chine), Inde, Indonésie, Malaisie, Mongolie, Pakistan, Philippines, République populaire de Chine, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande, Viet Nam
Événements :	Réunion de la Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Asie, Kuala Lumpur, 5–6 juin 2013
Publications :	<i>Better Policies for Improved Board Nomination and Election in Asia</i> (2013 ou 2014)
Site Web :	www.oecd.org/daf/ca/oecd-asianroundtableoncorporategovernance.htm
Domaine de résultats :	4.1.3 (Gouvernement d'entreprise)
Direction/Service :	DAF/CA

INITIATIVE SUR LES STRATÉGIES POUR L'EMPLOI ET LES COMPÉTENCES EN ASIE DU SUD-EST

Cette initiative de l'OCDE encourage la coopération et les échanges de connaissances et d'expériences pour une croissance riche en emplois dans les pays d'Asie en développement. Elle est placée sous la responsabilité conjointe du Programme de l'OCDE pour le développement économique et la création d'emplois au niveau local (LEED) et de l'Organisation internationale du travail (OIT), en collaboration avec l'ASEAN et la Banque asiatique de développement (BASD). Elle facilite le dialogue et les échanges d'expériences en Asie du Sud-est et dans les économies voisines, et entre la région et les pays de l'OCDE. Depuis 2008, quatre réunions d'experts ont eu lieu dans le cadre de l'Initiative. Un nouveau rapport vient de paraître sous le titre *Skills Development Pathways in Asia*.

Partenaires :	Cambodge, Hong Kong (Chine), Inde, Malaisie, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, République populaire de Chine, Singapour, Thaïlande, Viet Nam
Publications :	<i>Skills Development Pathways in Asia: Employment and Skills Strategies in Southeast Asia initiative (ESSSA)</i> (2012)
Site Web :	www.oecd.org/fr/cfe/leed/employmentesssa.htm

Domaine de résultats : 1.2.1 (Entrepreneuriat, industrie et développement local)

Direction/Service : CFE

**PROGRAMME « VILLES VERTES » DE L'OCDE : CROISSANCE VERTE DANS LES VILLES
D'ASIE À CROISSANCE RAPIDE**

Le projet de l'OCDE sur la croissance verte dans les villes d'Asie à croissance rapide vise à étudier les moyens à mettre en œuvre en faveur de la croissance verte dans ces villes. Plus précisément, il s'agit de :

- promouvoir le souci de l'environnement et la compétitivité dans les économies qui se développent rapidement, notamment en recherchant des moyens de parvenir à une production et à une croissance plus vertes dans les villes ;
- améliorer les performances environnementales et la qualité de la vie dans les villes tout en réduisant les disparités sociales ;
- instaurer une forme durable d'aménagement de l'espace et accroître la capacité des institutions à assurer une croissance verte, notamment par la cohérence des politiques aux différents niveaux d'administration des métropoles et le financement d'investissements verts dans les villes.

La première étape du projet consistera à produire un cadre d'analyse destiné à orienter les études de cas approfondies qui seront réalisées dans le cadre de la deuxième étape. Consacrées à quatre à six villes asiatiques, celles-ci chercheront à évaluer les incidences des politiques de croissance verte et de développement urbain durable sur les performances économiques et la qualité de l'environnement. Les villes étudiées seront choisies selon des critères de population, de taux de croissance, de structure économique et de niveaux de revenu des ménages, entre autres.

Le projet vise à faciliter le partage de connaissances et l'apprentissage mutuel, non seulement entre les villes asiatiques étudiées, mais aussi avec les villes des pays de l'OCDE, notamment celles du Programme « Villes vertes » de l'OCDE, grâce à une série de conférences internationales. Il pourra ainsi servir de cadre à la constitution de partenariats entre des villes d'Asie et de la zone OCDE. Le premier atelier a été organisé à Manille, en association avec la BASD, en février 2013.

Partenaires : Cambodge, Malaisie, République populaire de Chine, Thaïlande, Viet Nam.

Événements : Réunion du Comité des politiques de développement territorial au niveau des ministres (2014).
Voir également le site Web ci-dessous.

Publications : *Cities and Climate Change* (2012).
Voir également le site Web ci-dessous

Site Web : www.oecd.org/fr/croissanceverte/villes-regions-vertes/villeschangementclimatiqueetcroissanceverte.htm

Domaine de résultats : 4.3.4 (Politiques de développement territorial)

Direction/Service : GOV/RDP

CENTRE DE POLITIQUE OCDE-CORÉE

Le Centre a été créé en 2008, par la signature entre l'OCDE et la Corée d'un protocole d'accord (prolongé en 2011 pour un deuxième mandat de trois ans). Il résulte de la fusion des quatre centres de l'OCDE qui avaient été mis en place en Corée entre 1997 et 2005 :

- Centre fiscal multilatéral Corée-OCDE ;
- Centre régional OCDE-Corée pour la concurrence ;
- Centre régional OCDE-Corée pour la politique de santé et la politique sociale ;
- Centre OCDE-Asie pour la gouvernance publique.

Le Centre :

- facilite l'échange d'expériences dans la région Asie-Pacifique et améliore le savoir-faire des fonctionnaires de la région grâce à l'organisation régulière de réunions, d'ateliers, de séminaires et d'autres manifestations ;
- constitue un centre de documentation pour appuyer les travaux de l'OCDE avec les économies non membres dans la région Asie-Pacifique ;
- renforce la compréhension des sociétés de la région Asie-Pacifique dans les travaux de recherche, d'analyse et de fixation des normes de l'OCDE.

Partenaires :	Région Asie-Pacifique
Événements :	Voir le site Web ci-dessous
Publications :	Voir le site Web ci-dessous
Site Web :	www.oecdkorea.org/main_eng.asp
Domaine de résultats :	3.3.1 (Fiscalité) 4.2.1 (Concurrence) 2.4.1 (Rendre les systèmes de santé plus performants) 4.3.1 (Efficacité du secteur public)
Direction/Service :	CTPA DAF/COMP ELS/HD GOV/RPS

TABLE RONDE RÉGIONALE OCDE-AMRO SUR L'ASIE

La première Table ronde régionale annuelle a été organisée à Singapour en septembre 2012. La création du réseau a fait suite à l'un des programmes de la « Stratégie de l'OCDE pour le développement » adoptée à la RCM de 2012.

La Table ronde, à laquelle étaient invités de hauts responsables des organismes de planification, des banques centrales et des ministères des Finances de la région, a permis de débattre des problèmes d'action publique à court et à moyen terme. Elle a été consacrée aux thèmes suivants : i) conséquences en Asie de l'incertitude dans la zone euro à court terme ; ii) un nouveau modèle de croissance en Asie à moyen terme.

Partenaires :	Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, République populaire de Chine, Singapour, Thaïlande, Viet Nam
Événements :	Table ronde régionale OCDE-AMRO (<i>ASEAN+3 Macroeconomic Research Office</i>), 19 juillet 2013 et 2014
Publications :	Voir le site Web ci-dessous, ainsi que le suivant : www.oecd.org/dev/asia-pacific/latestdocuments

Site Web : www.oecd.org/fr/dev/asia-pacifique/
Domaine de résultats : 5.1.6 (Analyse des stratégies de croissance et des politiques de développement)
Direction/Service : DEV

SÉMINAIRES MULTILATÉRAUX SUR LA FISCALITÉ AU CENTRE D'ÉTUDES FISCALES DE L'ADMINISTRATION FISCALE (SAT) DE YANGZHOU

La Chine et l'OCDE sont associées dans le cadre d'un programme de coopération sur les questions fiscales depuis de nombreuses années. Après la signature d'un protocole d'accord en novembre 2012, elles encourageront d'autres économies d'Asie à prendre part au programme conjoint d'événements OCDE-SAT au centre d'études fiscales de la SAT à Yangzhou.

Partenaires : République populaire de Chine et autres économies d'Asie à déterminer
Événements : Voir www.oecd.org/ctp/tax-global/2013globalrelationscalendarofevents.htm, à la rubrique « China »
Site Web : www.oecd.org/ctp/tax-global/yangzhoutaxcentrechina.htm
Domaine de résultats : 3.3.1 (Fiscalité)
Direction/Service : CTPA

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN ASIE DU SUD-EST, AVEC UN PANORAMA SUR LA CHINE ET L'INDE

La publication *Southeast Asian Economic Outlook (With Perspectives on China and India)*, produite par le Centre de développement, a fait l'objet de trois éditions depuis 2010. Ces perspectives sont préparées en coopération avec le Secrétariat de l'ASEAN. Une collaboration étroite est assurée avec les pouvoirs publics, les instituts de recherche ainsi que les institutions et experts de la région.

L'édition 2013 a été lancée officiellement au sommet de l'ASEAN sur les entreprises et l'investissement à Phnom Penh (Cambodge).

Partenaires : Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, République populaire de Chine, Singapour, Thaïlande, Viet Nam
Événements : Voir le site Web ci-dessous
Publications : *Southeast Asian Economic Outlook* (publication annuelle)
- Dossier thématique de l'édition 2013 : Réduire les lacunes en matière de développement
- Dossier thématique de l'édition 2014 : Le piège du revenu intermédiaire
- Dossier thématique de l'édition 2015 : la gouvernance
Site Web : www.oecd.org/fr/dev/asia-pacifique/
Domaine de résultats : 5.1.6 (Analyse des stratégies de croissance et des politiques de développement)
Direction/Service : DEV

SÉRIE DE SÉMINAIRES RÉGIONAUX OCDE-ASIE : RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE ET SUIVI DES MARCHÉS DE L'ASSURANCE

Le programme consiste en une série de séminaires visant à mieux faire connaître le suivi du secteur de l'assurance, à mettre en évidence les lacunes et les incohérences des statistiques en matière d'assurance et à renforcer la transparence pour aider les marchés à améliorer leur compétitivité et leur efficacité, en particulier en Asie.

Les séminaires visaient à rassembler des responsables des ministères, des organismes de contrôle et des banques centrales, des praticiens du secteur de l'industrie, des universitaires et des statisticiens spécialistes de la recherche et de l'analyse en matière d'assurance, en particulier d'Asie, ainsi que des experts d'organisations internationales [FMI, Association internationale des contrôleurs d'assurance (AICA), Comité européen des contrôleurs des assurances et des pensions professionnelles (CECAPP)...] et d'associations nationales du secteur de l'assurance.

Les séminaires englobent des pays, d'Asie en particulier, des autorités de contrôle, des praticiens, des statisticiens et des analystes des assurances. Les participants sont des représentants de haut niveau des autorités de contrôle et des banques centrales, ainsi que des experts et des chercheurs dans le domaine du suivi et des statistiques de l'assurance.

D'après les premières observations reçues et l'engagement des pays participant aux activités de suivi entreprises après les séminaires de 2011 et 2012, on peut conclure que la série de séminaires axée sur le suivi des marchés de l'assurance contribuera notablement au renforcement de la coopération et à l'expansion de l'application du cadre des statistiques d'assurance de l'OCDE dans la région.

- Partenaires :** Pays ayant participé aux deux premiers séminaires : Australie, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, États-Unis, Hong Kong (Chine), Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République démocratique populaire Lao, Singapour, Thaïlande, Turquie, Viet Nam.
- Événements :** Séminaires régionaux OCDE-Asie : Renforcement de la transparence et suivi des marchés de l'assurance
- Troisième séminaire organisé à Bali (Indonésie), en association avec l'Autorité indonésienne des services financiers (*Otoritas Jasa Keuangan*, ou OJK), à la fin de 2013 ou au début de 2014
- Publications :** Premier séminaire :
- *A Preliminary Review of Insurance Statistics Sources in Selected Asian Countries* (www.oecd.org/daf/fin/46151324.pdf).
- Deuxième séminaire :
- *Global Insurance Market Trends*, édition 2012 (www.oecd.org/insurance/GlobalInsuranceMarketTrends2012.pdf) ;
 - *A Stocktaking and Comparative Assessment of Insurance Statistics in Selected Asian Countries: Preliminary Findings*, disponible à l'adresse www.oecd.org/daf/fin/49674611.pdf ;
 - *OECD Global Insurance Statistics and results of a stocktaking of other existing international insurance statistics exercises* (www.oecd.org/daf/fin/49674784.pdf) ;
 - Statistiques de l'OCDE sur les assurances (à paraître en juin 2013).
- Site Web :**
- Premier séminaire : www.oecd.org/daf/fin/oecd-asiaregionalseminarenhancingtransparencyandmonitoringofinsurancemarkets.htm
 - Deuxième séminaire : www.oecd.org/daf/fin/2ndoecd-asiaregionalseminarenhancingtransparencyandmonitoringofinsurancemarkets.htm
 - On trouvera des informations complémentaires à l'adresse www.oecd.org/fr/daf/fin/assurances/
- Domaine de résultats :** 4.2.2 (Finances, assurances et pensions)
- Direction/Service :** DAF/FIN

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (ALC)

INITIATIVE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (ALC)

En 2009, l'OCDE a lancé l'Initiative pour l'Amérique latine et les Caraïbes, soutenue par le Chili, le Mexique et l'Espagne, afin de nouer des relations plus étroites dans la région. L'objectif était de réfléchir au bien-fondé d'une initiative régionale plus structurée qui adopterait une démarche « pangouvernementale » et viendrait compléter les activités menées actuellement par l'OCDE et d'autres organisations internationales travaillant dans la région. L'Initiative repose sur quatre piliers relatifs à l'investissement, à l'innovation, à la politique budgétaire et à l'accès aux services publics (voir ci-dessous). Elle complète le volume de travail considérable accompli par plusieurs comités.

INITIATIVE ALC EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

La Direction des affaires financières et des entreprises a mis en place, sous la direction du Comité de l'investissement, un projet sur la politique et la promotion de l'investissement. L'objectif était de susciter une discussion dans la région et au sein de l'OCDE sur les mesures que pouvaient prendre les pouvoirs publics pour que l'investissement soit durable et équitable et contribue à long terme à l'emploi et au développement. Le dialogue qui en a résulté a été structuré de façon à apporter une aide à la formulation des politiques visant à accroître la contribution de l'investissement privé (aussi bien international qu'intérieur) au développement économique et social. S'inspirant des méthodes de travail de l'OCDE, ce dialogue associe de hauts fonctionnaires et des représentants des entreprises, des syndicats, de la société civile et des organisations internationales.

Partenaires : Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela

Événements : Voir le site Web ci-dessous

Publications : *OECD Investment Policy Reviews: Colombia 2012*
OECD Investment Policy Reviews: Costa Rica 2013 (à paraître)

Site Web : www.oecd.org/daf/psd/lac.htm

Domaine de résultats : 4.1.1 (Investissement)

Direction/Service : DAF/INV

INITIATIVE ALC CONCERNANT L'INNOVATION

Grâce à un don du Mexique, complété par un don de l'Espagne en 2011, la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie et le Centre de développement ont pu lancer conjointement l'Initiative de l'OCDE pour l'innovation dans la région Amérique latine et Caraïbes (LACII), sous l'égide du Comité de la politique scientifique et technologique. Le but était de créer des effets de synergie et d'étudier des solutions pour traiter les problèmes liés à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques d'innovation. L'initiative LACII consiste notamment à faciliter la définition et l'exécution de projets communs autour de questions fondamentales liées à la science, à la technologie et à l'innovation. Elle a aussi pour objectif la conduite d'études thématiques et d'analyses comparatives sur les principales questions de politique d'innovation et l'organisation d'ateliers et de tables rondes consacrés aux enjeux prioritaires.

Partenaires : Argentine, Brésil, Colombie, El Salvador, Honduras, Panama, République dominicaine, Uruguay

Événements :	
Publications :	OCDE (à paraître), <i>Review of Innovation Policy: Colombia</i> , OCDE, Paris
Site Web :	www.oecd.org/fr/sti/inno/
Domaine de résultats :	1.3.2 (Politiques de la science et de l'innovation)
Direction/Service :	STI/CSO

INITIATIVE ALC CONCERNANT LA FISCALITÉ

L'initiative ALC concernant la fiscalité est menée conjointement par le Centre de politique et d'administration fiscales et le Centre de développement, sous l'autorité du Comité des affaires fiscales, de son Conseil pour la coopération avec les économies non OCDE, du Réseau sur les relations budgétaires entre les différents niveaux d'administration, du Groupe de travail n°2 sur l'analyse des politiques et les statistiques fiscales et du Comité directeur du Centre de développement. L'objectif de l'initiative est de susciter un dialogue entre des hauts fonctionnaires et des experts de la région et des pays de l'OCDE sur les questions de politique fiscale. Ce dialogue est étayé par des ateliers de renforcement des capacités et l'élaboration de données sur les recettes publiques comparables au niveau international. Des documents analytiques ont en outre été préparés.

Partenaires : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Honduras, Guatemala, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela

Événements :

- Troisième réunion du Forum sur la politique fiscale de l'Initiative ALC, 4–5 juillet 2013, Montevideo (Uruguay)

Publications :

- OCDE, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et Centre interaméricain des administrations fiscales (à paraître), *Revenue Statistics in Latin America*, OCDE, Paris. Deux précédentes éditions de cette publication sont parues (2011, 2012)
- Document de travail de DEV n 301 (2011), *Public Infrastructure Investment and Fiscal Sustainability in Latin America: Incompatible Goals?*
- Document de travail de DEV n 309 (2012), *Making Reform Happen in Colombia: The Process of Regional Transfer Reform*
- Document de travail de DEV n 291 (2011), *Fiscal Policy in Latin America: Counter-Cyclical and Sustainable at Last?*
- Document de travail de DEV n 295, publié en septembre 2010 : « *Taxation and More Representation? On Fiscal Policy, Social Mobility and Democracy in Latin America* »

Site Web : www.oecd.org/tax/lacfiscal

Domaine de résultats : 3.3.1 (Fiscalité)

Direction/Service : DEV, CTPA

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS POUR ATTÉNUER LA PAUVRETÉ

L'initiative visant à atténuer la pauvreté a été lancée sous l'impulsion du Comité des politiques de développement territorial et du Comité de la gouvernance publique. L'accès aux services de nature matérielle tels que l'eau, l'éducation, les soins de santé et l'accueil de la petite enfance est crucial pour soutenir les familles à faible revenu. Cette initiative a pour objectif de créer un réseau de responsables politiques de la région ALC et des pays de l'OCDE propice à l'échange de bonnes pratiques et de recommandations concrètes pour l'amélioration de l'accès aux services publics et de la qualité de ces services.

Partenaires :	Argentine, Brésil, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Pérou, République dominicaine
Événements :	
Publications :	OCDE (2012), <i>Water Governance in Latin America and the Caribbean: A Multi-level Approach</i>
Site Web :	www.oecd.org/gov/regional-policy/watergovernanceinlatinamericaandthecaribbeanamulti-levelapproach.htm
Domaine de résultats :	4.3.4 (Politiques de développement territorial)
Direction/Service :	GOV/RDP

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : AUTRES ACTIVITÉS

PROGRAMME OCDE-AMÉRIQUE LATINE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le Programme offre un cadre de dialogue sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers entre les parties aux conventions de l'OCDE, de l'OEA et de l'ONU. Il fait intervenir des représentants de nombreux ministères, organismes publics et organisations non gouvernementales d'Amérique latine. Le Programme donne la possibilité de partager les bonnes pratiques mises en évidence dans le cadre du Groupe de travail sur la corruption. En retour, l'expérience des pays d'Amérique latine enrichit le débat sur l'action publique à l'OCDE.

Partenaires :	Argentine, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Dominique, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela
Événements :	Réunion régionale sur la responsabilité du secteur privé dans la lutte contre la corruption, 7-8 mars 2013, Bogota (Colombie)
Site Web :	www.oecd.org/corruption/latinamerica
Domaine de résultats :	4.1.2 (Lutte contre la corruption)
Direction/Service :	DAF/ACD

FORUM LATINO-AMÉRICAIN SUR LA CONCURRENCE

Le Forum a été institué en 2003 par l'OCDE et la Banque interaméricaine de développement (BID) pour encourager la politique de la concurrence et dépasser les traditions qui allaient à l'encontre de l'économie de marché. Il rassemble de hauts fonctionnaires d'Amérique latine, des délégués des pays membres et des experts de la concurrence qui procèdent à des échanges sur les pratiques exemplaires et définissent les possibilités de réformes de l'action publique dans une perspective régionale. Des examens par les pairs sont régulièrement menés dans le cadre du Forum afin de suivre les politiques et pratiques en matière de concurrence.

Partenaires :	Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Bolivie, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela
Événements :	11 ^e réunion du Forum latino-américain sur la concurrence, 3-4 septembre 2013, Lima (Pérou)

Publications :	- OCDE et BID (2012), <i>Competition in Latin America and the Caribbean: 10 years of the OECD-IDB Latin American Competition Forum</i> - OCDE et BID (2011), <i>Competition Law and Policy in Honduras - 2011</i> - OCDE et BID (2010), <i>Competition Law and Policy in Panama - 2010</i> - OCDE et BID (2009), <i>Colombia - Peer Review of Competition Law and Policy</i>
Site Web :	www.oecd.org/competition/latinamerica
Domaine de résultats :	4.2.1 (Concurrence)
Direction/Service :	DAF/COMP

RÉSEAU RÉGIONAL DES HAUTS RESPONSABLES DU BUDGET POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Créé en 2003, le Réseau se compose de directeurs du budget de l'ensemble de la région et examine des aspects essentiels de la gestion budgétaire comme le rôle des institutions et des règles budgétaires, la transparence budgétaire, la budgétisation axée sur les résultats et les examens par les pairs de l'OCDE. Depuis 2012, le Réseau est associé à la Banque interaméricaine de développement.

Partenaires :	Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.
Événements :	11 ^e réunion, Saint-Domingue (République dominicaine), 15-16 avril 2013
Publications :	
Site Web :	www.oecd.org/fr/gov/budgetisation/reseautreregionaldeshautsresponsablesdubudgetpourlameriquelatine.htm
Domaine de résultats :	4.3.1 (Efficacité du secteur public)
Direction/ Service :	GOV/BUD

TABLE RONDE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE EN AMÉRIQUE LATINE

Mise en place en 2001, la Table ronde vise à promouvoir des améliorations du gouvernement d'entreprise par un dialogue entre les secteurs public et privé :

- en offrant un cadre d'échange d'expériences entre les hauts responsables des politiques, les autorités chargées de la réglementation et les intervenants du marché directement concernés par les évolutions et les travaux en cours ;
- en apportant des informations sur l'action publique et des conseils pratiques à l'appui de ses travaux de la Table ronde et en encourageant les bonnes pratiques de gouvernance au niveau des entreprises, par l'intermédiaire du Cercle d'entreprises.

L'initiative la plus récente de la Table ronde est la mise en place d'un groupe d'étude qui a formulé des recommandations pour l'amélioration des cadres de prévention des transactions abusives avec des parties liées. La dernière réunion du groupe s'est déroulée au Brésil en juin 2012.

Partenaires :	Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, République dominicaine, Panama, Pérou, Uruguay
Événements :	Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Amérique latine, Quito (Équateur, 20-21 juin 2013

- Publications :**
- OCDE et Société financière internationale (2011), *Strengthening Latin American Corporate Governance: The Role of Institutional Investors*, OCDE, Paris
 - OECD et Société financière internationale (2011), *Latin American Corporate Governance Roundtable Survey Report on Related Party Transactions* (rapport disponible sur Internet)
- Voir également le site Web ci-dessous.
- Site Web :** www.oecd.org/daf/ca/latinamericanroundtableoncorporategovernance.htm
- Domaine de résultats :** 4.1.3 (Gouvernement d'entreprise)
- Direction/Service :** DAF/CA

RÉSEAU SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN AMÉRIQUE LATINE

Créé en 2011, le Réseau vise à renforcer la gouvernance des entreprises publiques de la région par un échange continu d'expériences et de connaissances sur les politiques de gouvernance des entreprises publiques. Il utilise les Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques comme principal cadre conceptuel du débat. Le Réseau fait partie intégrante d'un ensemble plus vaste d'activités destinées à promouvoir un meilleur gouvernement d'entreprise, parmi lesquelles l'enrichissement des travaux de la Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Amérique latine, qui contribue avec succès depuis 10 ans à l'amélioration du gouvernement d'entreprise. Le Pérou a accueilli en octobre 2012 la dernière réunion du Réseau, organisée conjointement avec la Banque latino-américaine de développement (CAF).

- Partenaires :** Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay
- Événements :**
- Publications :**
- OCDE (2012), *The Governance of Mixed-Ownership Enterprises in Latin America: Discussion Paper*
 - OCDE (2012), *White Paper: the Importance of Corporate Governance in State Owned Enterprises*
- Site Web :** www.oecd.org/daf/ca/latinamericannetworkoncorporategovernanceofstate-ownedenterprises.htm
- Domaine de résultats :** 4.1.3 (Gouvernement d'entreprise)
- Direction/Service :** DAF/CA

FORUM ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Le Centre de développement, en coopération avec la Banque interaméricaine de développement et le ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, organise chaque année le Forum économique international Amérique latine et Caraïbes, qui permet aux responsables des secteurs public et privé rassemblés de débattre des performances économiques de la région et des solutions de chacun à ses problèmes de développement.

- Partenaires :** Tous les pays de la région ALC
- Événements :** Forum économique international Amérique latine et Caraïbes ; cet événement se tient chaque année depuis 2010 et est organisé conjointement par l'OCDE, la BID et le ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.
- Site Web :** www.oecd.org/fr/sites/forumlac/
- Domaine de résultats :** 5.1.6 (Analyse des stratégies de croissance et des politiques de développement)
- Direction/Service :** DEV

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'AMÉRIQUE LATINE

Les Perspectives économiques de l'Amérique latine (PEAL), qui couvrent presque tous les pays de la région, sont publiées depuis 2007. Elles font l'objet d'une collaboration avec la CEPALC depuis 2011. Elles offrent un aperçu macroéconomique et une étude approfondie sur un thème particulier, qui coïncide depuis 2011 avec celui du Sommet ibéro-américain, d'où une grande pertinence des politiques.

L'édition 2013 des PEAL (thème spécial : les politiques des PME en faveur du changement structurel) a été lancée à Cadix (Espagne), dans le cadre du programme officiel du XXII^e Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement, le 16 novembre 2012. L'édition 2014 des PEAL sera produite conjointement par la CEPALC et la Banque latino-américaine de développement (CAF). Elle sera lancée à Panama lors du XXIII^e Sommet ibéro-américain des 18-19 octobre 2013.

Partenaires :	Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela
Événements :	Lancement de l'édition 2014 des PEAL dans le cadre du Sommet ibéro-américain, Panama, 18-19 octobre 2013
Publications :	OCDE et Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (à paraître), <i>Perspectives économiques de l'Amérique latine</i> , OCDE, Paris. Cette publication paraît chaque année depuis 2007.
Site Web :	www.latameconomy.org
Domaine de résultats :	5.1.6 – Analyse des stratégies de croissance et des politiques de développement
Direction/Service :	DEV

CENTRE FISCAL MULTILATÉRAL DE MEXICO

Depuis 2004, le Centre fiscal multilatéral de Mexico est régi par des protocoles d'accord entre le Mexique et l'OCDE ; le protocole en cours vient à expiration fin 2013. Le Centre organise des ateliers sur différents thèmes comme la vérification des comptes des entreprises multinationales, les prix de transfert, la fiscalité des instruments financiers, la fraude et l'évasion fiscales internationales, ou les conventions fiscales. Plus de 900 agents du fisc y ont participé.

Partenaires :	Région Amérique latine et Caraïbes
Événements :	www.oecd.org/ctp/tax-global/2013globalrelationscalendarofevents.htm
Site Web :	www.oecd.org/ctp/theoecdmultilateraltaxcentres.htm
Domaine de résultats :	3.3.1 (Fiscalité)
Direction/Service :	CTPA

EUROPE ET ASIE CENTRALE

PROGRAMME POUR LA COMPÉTITIVITÉ EN EURASIE

Créé en 2008, le Programme regroupe deux initiatives sous-régionales : l'Initiative pour l'Asie centrale et l'Initiative pour l'Europe de l'Est et le sud du Caucase. Le Programme est efficace en ce qu'il aide les pays de l'Eurasie à se mettre en conformité avec les normes établies par l'OCDE, telles que celles énoncées dans la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales. S'agissant du renforcement des capacités, il concourt à la conception et à la mise en œuvre de politiques visant à améliorer le climat des affaires.

Chaque initiative est dirigée par un comité directeur, qui se réunit une fois par an pour faire le point sur l'état d'avancement de tous les projets, approuver le programme de travail et orienter la suite des travaux. Le comité directeur de l'Initiative pour l'Asie centrale est coprésidé par l'UE (depuis 2009) et le Kazakhstan (depuis 2012). Le comité directeur de l'Initiative pour l'Europe de l'Est et le sud du Caucase est coprésidé par la Pologne (depuis 2009) et la Suède (depuis 2009).

Le Programme concentrera ses efforts futurs sur les priorités suivantes :

- Renforcer le dialogue et la diffusion des connaissances au niveau régional par l'intermédiaire d'une table ronde de l'OCDE, en cours de mise en place, sur la compétitivité en Eurasie. Cette table ronde permettra de compléter les travaux de tous les anciens groupes de travail sur les politiques régionales, et produira des résultats concrets dans les domaines de la promotion des investissements et des exportations, de l'accès aux financements, du développement du capital humain et de la formulation des politiques relatives aux PME. Elle a pour objectif de favoriser une cohérence des politiques, une coordination et un dialogue entre pairs renforcés dans le cadre du Programme Eurasie ;
- Développer la formulation de conseils par pays, ainsi que les partenaires l'ont demandé (par exemple, avec la République kirghize, le Tadjikistan et deux pays participant à l'Initiative pour l'Europe de l'Est et le sud du Caucase). Il s'agira de formuler des recommandations sur mesure pour répondre aux préoccupations du pays considéré ainsi qu'aux besoins de son secteur privé. Chaque initiative s'adressant à plusieurs pays partenaires, ceux-ci seront ainsi plus à même de remédier aux écarts économiques et stratégiques mis en évidence dans la région.

Partenaires :	<p>Initiative pour l'Europe de l'Est et le sud du Caucase : Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, République de Moldova, Ukraine</p> <p>Initiative pour l'Asie centrale : Afghanistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie, Ouzbékistan Tadjikistan, Turkménistan</p>
Événements :	<p>Conférence ministérielle OCDE-Eurasie, Varsovie (Pologne), 27-28 juin 2013</p> <p>Table ronde de l'OCDE sur la compétitivité en Eurasie, Paris, décembre 2013</p>
Publications :	<p><i>Eastern Europe and South Caucasus: Competitiveness Outlook</i> (2011)</p> <p><i>Central Asia: Competitiveness Outlook</i> (2011) et trois ouvrages de la collection <i>Private Sector Development Policy Handbooks</i> (2013)</p> <p><i>SME Policy Index: Eastern Partner Countries</i> (2012)</p> <p><i>Ukraine: Sector Competitiveness Strategy</i> (2012) et quatre ouvrages de la collection <i>Private Sector Development Policy Handbooks</i> (2013)</p> <p><i>Kazakhstan: Sector Competitiveness Strategy</i> (2011) et trois ouvrages de la collection <i>Private Sector Development Policy Handbooks</i> (2013)</p>
Site Web :	www.oecd.org/daf/psd/eurasia
Domaine de résultats :	4.1.5 (Développement du secteur privé)
Direction/Service :	GRS/PSD

CHARTRE POUR L'INVESTISSEMENT EN EUROPE DU SUD-EST

Lancée en 2000, la Charte pour l'investissement aide les pouvoirs publics à améliorer les conditions d'investissement et à favoriser le développement du secteur privé. Elle soutient aussi la mise en œuvre de la « Vision pour l'Europe du Sud-est en 2020 », approuvée par les ministres de la région en 2011, et axée sur les politiques de promotion des facteurs de croissance à long terme, comme l'innovation, les compétences et l'intégration des chaînes de valeur, des échanges et des investissements régionaux.

La Charte procède à des évaluations des conditions d'investissement des pays d'Europe du Sud-est sur la base du Cadre d'action pour l'investissement de l'OCDE et aide leurs gouvernements à élaborer et mettre en œuvre des stratégies de réforme.

Les objectifs stratégiques et les activités de la Charte sont approuvés par les pays d'Europe du Sud-est à l'occasion des conférences ministérielles. Le programme de travail est coordonné par le Comité de l'investissement de l'OCDE pour l'Europe du Sud-est et présidé conjointement par un pays de la région (la Bosnie-Herzégovine à l'heure actuelle) et le Conseil de coopération régionale, et il réunit des représentants des pays d'Europe du Sud-est et des pays donateurs, d'organisations internationales et du secteur privé.

La Charte se consacrera à terme aux priorités suivantes :

- Le suivi de l'avancement des réformes de l'action publique menées dans la région, dont les résultats seront pris en compte dans les Perspectives de la compétitivité en Europe du Sud-est (*Southeast Europe Competitiveness Outlook*, 2014). On s'appuiera pour ces travaux sur des instruments de l'OCDE tels que le Cadre d'action pour l'investissement, la Stratégie pour l'innovation, la Stratégie sur les compétences, les indicateurs de réglementation des marchés de produits, etc. ;
- La nouvelle Initiative pour la compétitivité visant à surmonter les obstacles au développement de chaînes de valeur régionales concurrentielles à l'échelle mondiale ;
- L'élaboration de cadres de politiques efficaces en faveur des PME, spécialement axés sur les entreprises innovantes, et l'aide à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC) de 2006 par la mesure des obstacles non tarifaires aux échanges et l'analyse des restrictions aux échanges de services.

Partenaires :	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine Kosovo ¹ (observateur), Monténégro, République de Moldova, Roumanie, Serbie
Événements :	Réunion ministérielle régionale, novembre 2013, Sarajevo
Publications :	<i>SME Policy Index: Western Balkans and Turkey</i> (2012) <i>CEFTA Issues Papers</i> <i>Policy Handbook: Triple Helix Partnerships for Innovation in Bosnia and Herzegovina</i> (2013) <i>Policy Handbook: Establishing a Competence Technology Centre in Serbia</i> (2013) <i>Project Insights: Implementing a Pilot Voucher Scheme in Montenegro</i> (2013) <i>Assessment of the Kosovo Innovation System</i> (2013) <i>Assessment of the National Innovation System in the Former Yugoslav Republic of Macedonia</i> (à paraître)
Site Web :	www.investmentcompact.org
Domaine de résultats :	4.1.5 (Développement du secteur privé)
Direction/Service :	GRS/PSD

1 La désignation « Kosovo » figurant dans ce document est sans préjudice des positions sur le statut du Kosovo et conforme à la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

GROUPE D'ÉTUDE CHARGÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION ENVIRONNEMENTALE POUR LES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, DU CAUCASE ET DE L'ASIE CENTRALE (GROUPE D'ÉTUDE DU PAE)

Le Groupe d'étude du PAE, créé en 1993, est un organisme intergouvernemental qui guide les réformes des politiques en matière d'environnement et d'eau dans les pays d'Europe centrale et orientale, du Caucase et d'Asie centrale (ECOCAC). Il procède par analyses approfondies des politiques, diffusion et adaptation des bonnes pratiques internationales, renforcement des capacités, dialogue sur l'action publique aux niveaux national et régional et application pilote d'instruments novateurs.

Le Groupe d'étude se compose de fonctionnaires des pays de l'OCDE et de la région ECOCAC ainsi que de partenaires non gouvernementaux et internationaux. Ensemble, ils décident des thèmes des travaux, débattent des recommandations qui résultent des analyses du Secrétariat et suivent les progrès accomplis. Le Groupe d'étude du PAE entretient une étroite collaboration avec l'Initiative de l'UE dans le domaine de l'eau, les activités de coopération de l'UE avec les pays du Partenariat oriental et d'Asie centrale, et les conférences ministérielles périodiques du processus « Un environnement pour l'Europe ».

En 2013, dans le cadre des travaux du Groupe d'étude du PAE, l'OCDE s'est lancée dans un nouveau programme régional (EaP GREEN) consacré au verdissement des économies du voisinage oriental. Ce programme vise à promouvoir de façon plus intensive le découplage de la croissance économique et de la dégradation de l'environnement dans les pays du Partenariat oriental de l'Union européenne (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, République de Moldova et Ukraine). Le programme EaP GREEN reposant sur un partenariat multiple, trois autres organisations internationales, en plus de l'OCDE, y participent : la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (CEE-ONU), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Il est financé pour l'essentiel par l'Union européenne et s'étalera sur quatre ans.

Parmi les résultats obtenus par le Groupe d'étude du PAE figurent, par exemple, la réforme des instruments économiques de gestion de l'environnement en Arménie et en République de Moldova, la création de services d'inspection de l'environnement au Kazakhstan et en Géorgie, la mise au point de stratégies de financement du secteur de l'eau en Arménie, en Géorgie, au Kirghizistan et en République de Moldova, et l'adoption de systèmes intégrés de prévention et de contrôle de la pollution au Bélarus et en Ukraine. Les activités du Groupe d'étude ont aussi fourni les données de base utilisées pour l'établissement de lignes directrices, de manuels et d'autres instruments d'appui à la réforme des secteurs de l'environnement et de l'eau dans toute la région ECOCAC. En outre, elles viennent enrichir les travaux ordinaires de l'OCDE sur les réformes des politiques de l'eau, grâce à l'expérience pratique acquise sur les obstacles aux réformes et les solutions pour y remédier.

Les principaux donateurs du Groupe d'étude du PAE sont l'Allemagne, la Commission européenne, la Finlande, la Norvège et la Suisse. D'autres pays comme l'Autriche, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède apportent également leur aide.

- Partenaires :** Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine
- Événements :** Au niveau régional, le Groupe d'étude du PAE organise des réunions annuelles de décideurs publics et des réunions thématiques d'experts. Parfois, des réunions ministérielles ou à haut niveau ont lieu dans le cadre du Groupe d'étude. À l'échelon national, le dialogue sur les politiques, auquel participent des administrations publiques et des partenaires non gouvernementaux divers, constitue l'un des principaux outils de travail.
- Voir également www.oecd.org/env/outreach/eaptaskforceevents.htm
- Publications :** Voir www.oecd.org/env/outreach/eaptaskforcelibrary.htm pour consulter la bibliothèque du Groupe d'étude du PAE
- Site Web :** www.oecd.org/env/outreach/eap.htm
- Domaine de résultats :** 2.3.6 (Environnement et mondialisation)
- Direction/Service :** ENV/EPI

SOUTIEN À L'AMÉLIORATION DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES SYSTÈMES DE GESTION (SIGMA)

Le programme SIGMA est une initiative conjointe de l'OCDE et de l'UE. Lancé en 1992, il aide les pays à renforcer leurs systèmes de gouvernance publique et les capacités de leur administration. Les trois principales fonctions de SIGMA sont de fournir : i) une assistance technique fondée sur les bonnes pratiques d'une grande diversité de pays ; ii) des évaluations des progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes de gouvernance publique ; iii) une aide à la planification et à la hiérarchisation de réformes durables.

L'assistance procurée se répartit en cinq domaines : gestion de la fonction publique et cadre juridique de l'administration, finances publiques et audit, marchés publics, élaboration et coordination des politiques, et stratégie et réforme en matière de gouvernance publique.

La Commission européenne finance le programme à hauteur de 98 % par le biais de deux accords visant : i) l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP) et ii) l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Plusieurs pays de la région MENA bénéficient de l'IEVP.

Partenaires :	<p><i>Bénéficiaires de l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP) :</i> Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Kosovo, Monténégro, Serbie</p> <p><i>Bénéficiaires de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) Est :</i> Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova, Ukraine</p> <p><i>Bénéficiaires de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) Sud :</i> Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie</p>
Événements :	Voir www.oecd.org/site/sigma/events/ pour les événements liés au programme SIGMA
Publications :	Voir www.oecd.org/site/sigma/publicationsdocuments pour obtenir des informations sur les publications SIGMA
Site Web :	www.oecd.org/site/sigma
Domaine de résultats :	4.3.2 (SIGMA)
Direction/Service :	GOV/SIGMA

RÉSEAU ANTI-CORRUPTION POUR L'EUROPE ORIENTALE ET L'ASIE CENTRALE

Le Réseau anti-corruption pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (ACN) a été créé en 1998 sous la forme d'une enceinte régionale destinée à la promotion des réformes en matière de lutte contre la corruption, à l'échange de renseignements, à la définition de pratiques exemplaires et à la concertation des donateurs. Le Groupe de direction du Réseau rassemble les coordinateurs nationaux de tous les pays participants et des organisations partenaires ; il guide le Secrétariat dans l'exécution du programme de travail.

Le Réseau assure le suivi des pays au titre du Plan d'action d'Istanbul contre la corruption, procède à des études thématiques sur la prévention de la corruption, la pénalisation et l'application des lois ainsi que l'intégrité du secteur privé à l'échelle de différents pays, et apporte son soutien à un réseau informel de lutte contre la corruption composé de hauts responsables de l'application des lois.

Le Plan d'action d'Istanbul contre la corruption est la principale initiative infrarégionale du Réseau depuis 2003. Il associe l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Mongolie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et l'Ukraine. Il préconise des réformes en matière de lutte contre la corruption et encourage les pays participants à respecter les dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), d'autres normes internationales anti-corruption, comme les instruments de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, et des pratiques exemplaires internationales. Pour ce faire, des examens par les pairs de type OCDE, dont découlent des recommandations spécifiquement adressées aux pays étudiés, sont menés régulièrement. Les réunions de suivi du Plan d'action se tiennent au siège de l'OCDE tous les neuf mois environ, parallèlement aux réunions du

Groupe de direction. Les séminaires régionaux ont lieu généralement dans un pays membre du Réseau ou de l'OCDE.

Les examens thématiques reposent sur l'analyse comparative de questions précises dans différents pays et aboutissent à la formulation de recommandations de portée régionale et à la mise en lumière d'exemples de bonnes pratiques. Dans le cadre de leur élaboration, des experts se réunissent en séminaires pour débattre des conclusions à tirer et valider les recommandations formulées pour l'action publique.

D'importantes organisations font partie du Réseau : le Conseil de l'Europe et son Groupe d'États contre la corruption (GRECO), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque asiatique de développement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque mondiale, et des partenaires non gouvernementaux, parmi lesquels *Transparency International* et des associations professionnelles. Les États-Unis, la Suisse et le Royaume-Uni sont les principaux donateurs.

Partenaires :	Pays du Réseau anti-corruption (non-membres de l'OCDE) : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Moldova, Mongolie, Monténégro, Ouzbékistan, Roumanie, Serbie, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine
Événements :	Voir www.oecd.org/corruption/acn pour obtenir des informations sur les réunions récentes et futures du Réseau, ou contacter le Secrétariat du Réseau à l'adresse anti-corruption.contact@oecd.org
Publications :	Voir www.oecd.org/corruption/acn pour obtenir des informations sur les publications du Réseau
Site Web :	www.oecd.org/corruption/acn . Programme de travail 2013-2015 : www.oecd.org/corruption/acn/ACNWorkProgramme2013-2015_EN.pdf
Domaine de résultats :	4.1.2 (Lutte contre la corruption)
Direction/Service :	DAF/ACD

GROUPE EURASIEN SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS DE CAPITAUX

L'OCDE a créé le Groupe en partenariat avec le Comité des marchés de capitaux de Turquie et la Bourse d'Istanbul. Sa première réunion a eu lieu au Kazakhstan en septembre 2011. Une réunion d'experts a été organisée à Istanbul en juin 2012 et la dernière réunion du Groupe s'est tenue le 13 décembre 2012 dans cette même ville. Pour l'heure, aucun autre événement n'est programmé car le financement nécessaire n'est pas assuré.

Les objectifs du Groupe sont les suivants :

- étudier la relation entre le développement des marchés de capitaux et la croissance économique et déterminer comment de meilleures pratiques de gouvernement d'entreprise peuvent contribuer au développement de ces marchés en Eurasie ;
- proposer des solutions pour améliorer les politiques, les réglementations et les institutions de façon à renforcer le gouvernement d'entreprise et le développement des marchés de capitaux en Eurasie ;
- faire en sorte que le rôle du gouvernement d'entreprise dans le développement des marchés de capitaux soit mieux connu, en procédant à des échanges sur les bonnes pratiques et les connaissances internationales avec toutes les parties prenantes, et faire connaître au-delà de l'Eurasie les efforts et les progrès accomplis par la région ;
- renforcer la capacité des responsables de la réglementation à exercer leurs responsabilités avec efficacité.

Le Groupe comprend des représentants des autorités chargées des marchés des capitaux, des ministères et des bourses des pays visés, d'organisations régionales et internationales et d'autres parties prenantes.

Le Groupe a publié un rapport intitulé *Capital Markets in Eurasia: Two Decades of Reform*, qui donne des recommandations sur les améliorations du gouvernement d'entreprise qui contribueront au développement des marchés de capitaux dans la région.

Partenaires :	Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Mongolie, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine
Événements :	Aucun événement programmé
Site Web :	www.oecd.org/daf/ca/eurasiagrouponcorporategovernanceforcapitalmarketdevelopment.htm
Domaine de résultats :	4.1.3 (Gouvernement d'entreprise)
Direction/Service :	DAF/CA

CENTRE RÉGIONAL OCDE-GVH POUR LA CONCURRENCE DE BUDAPEST

Le Centre régional pour la concurrence de Budapest est placé sous la responsabilité conjointe du gouvernement hongrois et de l'OCDE. Il repose sur un protocole d'accord conclu avec la GVH, l'autorité responsable de la concurrence en Hongrie. Il cherche à aider les autorités de la concurrence des pays d'Europe centrale, orientale et méridionale à concevoir et à appliquer des lois et des politiques efficaces en matière de concurrence. Il offre aux responsables de la concurrence un lieu d'échange pour confronter leurs expériences et approfondir leur savoir-faire dans le domaine des lois et politiques de la concurrence, grâce à des ateliers et à d'autres rencontres.

Le Centre de Budapest fonctionne sous la supervision conjointe de la GVH et de la Division de la concurrence de l'OCDE. Il offre un programme annuel de six séminaires de formation de base destinés aux pays visés, auquel s'ajoutent des événements organisés en collaboration avec des consultants extérieurs. Ses activités de substance sont dirigées par un expert de haut niveau spécialiste de la concurrence basé à Paris. Neuf événements figurent au programme de 2013.

Partenaires :	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Monténégro, Roumanie, Serbie, Ukraine
Événements :	www.oecdhungarycompetitioncentre.org/sp.asp?inc=events www.oecd.org/daf/competition/oecd2013competitionevents.htm
Publications :	Des documents peuvent être obtenus à l'aide d'un identifiant et d'un mot de passe à l'adresse www.oecdhungarycompetitioncentre.org/sp.asp?inc=docs .
Site Web :	www.oecdhungarycompetitioncentre.org www.oecd.org/daf/competition/oecd-gvhregionalcentreforcompetitioninbudapest.htm
Domaine de résultats :	4.2.1 (Concurrence)
Direction/Service :	DAF/COMP

HAUTS RESPONSABLES DU BUDGET DES PAYS D'EUROPE CENTRALE, ORIENTALE ET DU SUD-EST

Il s'agit de l'un des cinq réseaux régionaux placés sous l'égide du Groupe de travail des hauts responsables du budget. Créé à La Haye, en 2004, il se réunit chaque année dans différents pays d'Europe centrale et orientale. La dernière réunion a été accueillie par le ministère des Finances d'Estonie, à Tallinn, en juin 2012.

Partenaires :	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Lettonie, Lituanie, Malte, Moldova, Monténégro, Roumanie, Serbie, Ukraine
Événements :	Une liste des réunions figure sur le site Web indiqué ci-dessous.
Publications :	www.oecd.org/gov/publicationspolicybriefsandworkingpapers.htm ; collection <i>Value for Money in Government</i> ; Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire
Site Web :	www.oecd.org/fr/gov/budgetisation/hautsresponsablesdubudgetdespaysdeuropecentraleorientaleetsud-orientale.htm
Domaine de résultats :	4.3.1 (Efficacité du secteur public)
Direction/	GOV/BUD
Service :	

CENTRE OCDE/LEED DE TRENTE POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

La mission du Centre, créé à Trente (Italie), en 2004, et qui fait partie intégrante de l'OCDE, est de renforcer les capacités de développement local dans les économies membres et non membres de l'OCDE, en particulier en Europe centrale, orientale et méridionale, en Amérique latine et dans la région MENA. Ses activités font partie du Programme LEED et sont décidées par le Comité de direction du Programme LEED. Elles sont mises en œuvre en coopération avec les deux autres organes officiels du Centre, le Comité du tourisme et le Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat, ainsi que d'autres services de l'Organisation.

Le Centre fournit :

- des avis sur la conception et la mise en œuvre des politiques par des examens des « capacités de développement local » en rapport avec différents thèmes (création d'emplois, compétences, entrepreneuriat et PME, intégration sociale et économie sociale, tourisme durable, croissance verte ou cadres de développement local).
- des activités de renforcement des capacités et de formation à l'intention des responsables du développement local et des spécialistes de terrain, pour répondre aux besoins de renforcement des capacités définis au cours de l'examen des politiques dans un pays donné, ou faciliter l'apprentissage mutuel entre pays membres et non membres de l'OCDE.

Depuis 2004, plus de 150 événements ont été organisés et plus de 50 examens thématiques des politiques ont été effectués ; environ 13 500 responsables du développement local et spécialistes de terrain ont bénéficié du programme de renforcement des capacités du Centre.

Partenaires :	Les non membres de l'OCDE suivants : Afrique du sud, Albanie, Argentine, Autorité palestinienne, Azerbaïdjan, Belarus, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chine, Colombie, Croatie, Égypte, Équateur, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Guatemala, Inde, Indonésie, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Kosovo (selon la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies), Lettonie, Liban, Lituanie, Malaisie, Malte, Maroc, Monténégro, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Roumanie, Serbie, Thaïlande, Tunisie, Ukraine, Uruguay et Viet Nam
Événements :	http://www.oecd.org/cfe/leed/

Publications :	Publications : http://dx.doi.org/10.1787/19901097 Documents de travail : http://dx.doi.org/10.1787/20794797
Site Web :	http://www.oecd.org/cfe/leed/trentocentre.htm
Domaine de résultats :	1.2.1 (Entrepreneuriat, industrie et développement local)
Direction/Service :	CFE/LEED

CENTRES FISCAUX MULTILATÉRAUX

En 1992, l'OCDE a mis en place des centres fiscaux multilatéraux à Budapest et à Vienne. Un Centre supplémentaire a été ouvert à Ankara un an plus tard. Le réseau de l'OCDE comprend également des centres à Mexico et en Corée.

Les Centres fiscaux organisent des événements pour familiariser les économies non membres aux principes contenus dans les instruments fiscaux et les lignes directrices de l'OCDE et examiner l'application pratique de ces principes. Ils accueillent des séminaires et des ateliers sur la politique fiscale, l'administration fiscale et les questions fiscales internationales qui réunissent de hauts fonctionnaires de l'administration fiscale des pays membres et non membres. L'objectif global est d'aider les fonctionnaires de l'administration fiscale des économies non membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques fiscales efficaces et efficientes, de promouvoir l'adoption des normes et lignes directrices de l'OCDE et de renforcer le dialogue mondial sur les questions fiscales internationales.

Les activités du Centre sont supervisées par le Comité des affaires fiscales. Depuis leur fondation, les Centres ont offert : à Vienne, 140 semaines d'ateliers à 2 200 participants de 44 pays, à Budapest 114 semaines d'ateliers à 788 participants de 30 pays, et à Ankara 155 événements au profit de 4 200 participants de 47 pays.

Partenaires :	Centre fiscal multilatéral Ankara : Albanie, Arabie saoudite, Arménie, Autorité palestinienne, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Bosnie, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Croatie, République tchèque, Égypte, Fédération de Russie, Géorgie, Inde, Indonésie, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizstan, Kosovo, Koweït, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Malte, Maroc, Moldova, Mongolie, Monténégro, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République populaire de Chine, République slovaque, Sierra Leone, Soudan, Syrie, Tadjikistan, Tunisie, Ukraine, Viet Nam
	Centre fiscal multilatéral Budapest Afrique du sud, Albanie, Arabie saoudite, Arménie, Bangladesh, Brésil, Bulgarie, Croatie, Fédération de Russie, Géorgie, Ghana, Guernesey, Hongrie, Indonésie, Jordanie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Népal, Nigéria, Pakistan, République populaire de Chine, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Syrie, Ukraine
	Centre fiscal multilatéral Vienne : Afrique du sud, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Botswana, Brésil, Bulgarie, Croatie, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Gambie, Géorgie, Ghana, Guernesey, Hongrie, Indonésie, Jordanie, Kenya, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Monténégro, Namibie, Nigéria, Népal, Pakistan, République démocratique du Congo, République populaire de Chine, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Syrie, Tadjikistan, Tchad, Ukraine

Événements :	www.oecd.org/ctp/tax-global/2013globalrelationscalendarofevents.htm
Site Web :	www.oecd.org/ctp/theoecdmultilateraltaxcentres.htm
Domaine de résultats :	3.3.1 (Fiscalité)
Direction/Service :	CTPA

MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LA COOPÉRATION BILATÉRALE ENTRE L'OCDE ET L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB)

L'OEB et l'OCDE sont convenus de coopérer dans les domaines suivants : (i) échange d'expertise, (ii) travaux conjoints sur les statistiques de brevets, et (iii) projets en relation avec « les réseaux et les marchés de la connaissance » (OCDE), les « nouvelles sources de croissance » (OCDE), et le Conseil consultatif économique et scientifique de l'OEB.

Partenaires :	Albanie, Bulgarie, Chypre, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Monaco, Roumanie, Saint-Marin, Serbie
Publications :	Manuel de l'OCDE sur les statistiques des brevets
Site Web :	http://www.oecd.org/sti/inno/oecdpatentdatabses.htm http://www.epo.org/news-issues/news/2012/20120220_fr.html
Domaine de résultats :	1.3.2 (Politiques de la science et de l'innovation)
Direction/Service :	STI/SPD

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE N'APPARTENANT PAS AU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (CAD)

Le CAD accueille la contribution de tous les acteurs de la coopération pour le développement en vue d'atteindre l'objectif commun de réduction de la pauvreté et de promotion du développement dans le monde entier. Le Comité encourage les pays membres qui n'appartiennent pas au CAD à déposer une demande d'admission. Le CAD a collaboré avec plusieurs pays qui ont rejoint l'Union européenne en 2004 ou en 2007 sans être membres du CAD, dans l'objectif de renforcer leurs capacités de gestion de la coopération pour le développement. Son soutien vise notamment l'amélioration de la qualité des rapports sur les apports d'aide, l'organisation de séminaires sur la gestion de l'aide, la participation à un examen de l'aide, et la réalisation d'examen spéciaux, autofinancés, des politiques et programmes d'aide au développement des pays visés. Lorsqu'un pays fait part de sa volonté de rejoindre le CAD, l'OCDE procède à un examen d'adhésion afin d'évaluer le pays à l'aune des critères d'adhésion du CAD et de déterminer sa capacité à remplir les obligations qui incombent aux membres du CAD, conformément à la *Stratégie de relations mondiales du CAD*.

Partenaires :	États membres de l'Union européenne n'appartenant pas au CAD (dont certains membres de l'OCDE n'appartenant pas au CAD : Estonie, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Slovénie).
Événements :	Atelier « Moving towards accession to the DAC » organisé par le ministère des Affaires étrangères et européennes de la République slovaque (Bratislava, 4 octobre 2012)
Publications :	Joining the Development Assistance Committee
Site Web :	Relations mondiales du CAD: http://www.oecd.org/fr/cad/relations-mondiales-cad/
Domaine de résultats :	5.1.2 (Examens par les pairs, suivi des résultats en matière de développement, engagement mondial)
Direction/Service :	DCD

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

INITIATIVE MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE ET L'INVESTISSEMENT À L'APPUI DU DÉVELOPPEMENT

L'initiative pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement est un programme régional global, engagé et piloté par des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Elle vise à promouvoir la mise en œuvre de réformes d'envergure destinées à améliorer le climat des investissements, à moderniser les structures de gouvernance publique et leur fonctionnement, à consolider les partenariats régionaux et internationaux et à promouvoir une croissance économique durable dans toute la région MENA.

Cette initiative repose sur deux piliers : l'investissement et la gouvernance. Elle est dirigée par un comité de pilotage, présidé actuellement par les Ambassadeurs de la Suède (investissement) et de l'Espagne (gouvernance) et par le Maroc. Des conférences ministérielles biennales donnent des orientations générales.

Il existe des groupes de travail régionaux, dotés chacun d'un Président de la région et d'un co-président de l'OCDE, sur les sujets suivants :

- Pilier investissement :
 - politiques et promotion de l'investissement ;
 - politiques en faveur des PME, entrepreneuriat et développement du capital humain ;
 - compétitivité ;
 - gouvernement d'entreprise ;
 - politiques et administration fiscales.

Réseaux régionaux :

- Groupe de travail MENA sur l'amélioration du gouvernement d'entreprise (dont groupes d'étude spéciaux sur la gouvernance des entreprises publiques de la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord, banques et bourses) ;
- Programme sur le renforcement de l'intégrité des affaires dans les pays arabes ;
- Forum MENA-OCDE des femmes entrepreneurs ;
- Réseau pour une conduite responsable des entreprises ;
- Conseil des affaires et Groupe d'étude sur l'énergie ;
- Groupe d'étude MENA-OCDE sur les marchés de capitaux.

À compter de 2013, deux séminaires techniques par an seront organisés à destination des pays de la région MENA pour les aider à répondre à leurs besoins spécifiques en matière de politiques et de renforcement des capacités. En 2013, les séminaires seront consacrés à l'efficacité de l'administration fiscale et aux politiques fiscales, dépenses fiscales comprises.

- Pilier gouvernance :
 - fonction publique et intégrité ;
 - administration ouverte et novatrice ;
 - réseaux des hauts responsables du budget pour la région MENA ;
 - prestation de services publics, partenariats public/privé et réforme de la réglementation.

Réseaux régionaux :

- Réseau MENA-OCDE des responsables des marchés publics
- Groupe spécial sur l'égalité homme-femme.

Groupe spécial sur le développement territorial

Partenaires : Algérie, Arabie saoudite, Autorité palestinienne, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Tunisie, Yémen

Événements : www.oecd.org/mena/governance/calendarofevents.htm
www.oecd.org/mena/investment/publicationsdocuments/meetingsconferencesagendas

Publications :	Voir la liste ci-après, ainsi que les sites : www.oecd.org/mena/governance www.oecd.org/mena/investment/publicationsdocuments
Site Web :	www.oecd.org/mena
Domaine de résultats :	4.1.5 (Développement du secteur privé) 4.3.1 (Efficacité du secteur public)
Direction/Service :	DAF, GOV

PARTENARIAT DE DEAUVILLE AVEC LES PAYS ARABES EN TRANSITION

Le Partenariat de Deauville a été créé par le G8 à l'occasion du Sommet de Deauville organisé en 2011. Il s'articule autour de trois volets : gouvernance, financement, et échanges et investissement.

Gouvernance : l'OCDE a mis en place un réseau de coordination avec les Nations unies, la Ligue des États arabes et l'Union pour la Méditerranée pour améliorer la gouvernance et l'intégration régionale. L'OCDE participe aussi au Forum arabe sur le recouvrement d'avoirs qui réunit les pays du G8, les pays partenaires de la région et ceux du Partenariat de Deauville dans le cadre d'un effort pluridimensionnel visant à faire connaître les mesures efficaces de recouvrement des avoirs, à offrir un cadre de formation et d'analyse des meilleures pratiques sur la base d'études de cas et à définir les besoins de renforcement des capacités de chaque pays.

Financement : l'OCDE participe à la plateforme de coordination des institutions financières internationales (IFI) et a contribué aux travaux du groupe de travail sur les fonds de transition de la région MENA.

Échanges et investissement : l'OCDE a participé à la réunion d'Amman de ce volet et organisé au Caire, en mai 2012, une conférence sur l'investissement dans le cadre du Partenariat de Deauville.

L'OCDE a assisté à plusieurs réunions au niveau ministériel (en particulier, pour les plus récentes, à la réunion sur la gouvernance du Partenariat de Deauville qui a eu lieu à New York en septembre 2012, et à la réunion du volet financier à Tokyo, en octobre 2012). L'Organisation est associée à différentes activités des trois volets. Elle aide les pays en transition à satisfaire aux conditions requises pour prendre part au Partenariat pour un gouvernement transparent et à se doter de plans d'action à court terme pour faciliter la mise en place des PME. Ces plans d'action ont été examinés et adoptés à la réunion du Partenariat de Deauville qui s'est tenue au siège de la BERD à Londres, le 1^{er} novembre 2012.

Groupe de travail ad hoc sur les statistiques du Partenariat de Deauville : en juillet 2012, à la demande du Partenariat de Deauville, l'OCDE a accueilli une réunion du Groupe de travail ad hoc sur les statistiques pour procéder à des échanges d'expériences et de bonnes pratiques permettant de faciliter la mise en place de systèmes statistiques nationaux indépendants et solides dans les pays en transition du Partenariat de Deauville. L'OCDE soutient le souhait manifesté par les participants de donner au Groupe de travail un statut officiel et d'élaborer un programme de travail. En réponse à une demande urgente de la Tunisie, l'OCDE se tient prête à soutenir la réalisation d'un examen par les pairs du système statistique tunisien en partenariat avec EUROSTAT, qui pourra s'appliquer ultérieurement à d'autres pays du Partenariat.

L'initiative du Financial Services Advisory Corps (FSAC) a été approuvée par le Partenariat de Deauville et l'OCDE soutiendra les pays en transition en fournissant un espace d'échanges informel et en mettant des experts à la disposition des pays pour répondre à leurs besoins. L'Organisation deviendra membre du comité de direction du FSAC et donnera des avis sur l'évaluation des besoins, ainsi que le suivi et l'évaluation des initiatives du FSAC dans le domaine fiscal.

Partenaires : Pays en transition : Égypte, Libye, Maroc, Jordanie, Tunisie. Autres partenaires : Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Koweït, Qatar

- Événements :** Les membres du Partenariat de Deauville avec les pays arabes en transition se sont réunis à Washington le 19 avril 2013 pour examiner les objectifs d'une économie ouverte et d'une croissance inclusive.
- La présidence britannique du G8, en association avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque islamique de développement, organisera une conférence sur l'investissement dans le cadre du Partenariat de Deauville à Londres le 16 septembre 2013. Cette conférence vise à réunir des représentants des gouvernements et des entreprises des pays du G8, des partenaires régionaux et des institutions financières internationales (IFI) en vue de favoriser un dialogue constructif sur les opportunités, les réformes menées jusqu'à présent et les principaux obstacles à surmonter pour accroître l'investissement et les échanges dans les pays en transition (Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie et Yémen).
- Voir www.gov.uk/government/news/g8-deauville-partnership-investment-conference
- Site Web :** www.state.gov/e/eb/ecosum/2012g8/deauville/
- Domaine de résultats :** 5.2.1 (Coopération avec les non-membres (Stratégie et coordination) (pour la coordination))
- Direction/Service :** SGE, GRS, DAF, GOV, ELS, CFE, CTPA, STD

DIALOGUE ENTRE LE COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (CAD) DE L'OCDE ET LES INSTITUTIONS DU GROUPE DE COORDINATION ARABE (ACGI)

En 2009, le CAD a restauré le dialogue avec un groupe important de donateurs arabes, les Institutions du Groupe de coordination arabe (ACGI). Une relation de travail s'est ainsi établie entre les responsables politiques des deux parties (Président du CAD et responsable des ACGI). Elle se traduit par des consultations périodiques, des réunions conjointes, et une collaboration en matière de statistiques. Les ACGI ont organisé en juillet 2011, à Londres, un Dialogue de haut niveau, axé sur la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord après le « printemps arabe », ainsi que des ateliers sur les statistiques et la gestion de l'aide. Grâce à cette coopération, l'OCDE a reçu des statistiques sur les apports d'aide de plusieurs donateurs arabes. Avant le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan (Corée), en 2011, les ACGI ont élaboré une « déclaration d'engagement » qui mettait en évidence leur soutien aux principes d'efficacité de l'aide recommandés par le CAD. Elles ont par la suite approuvé l'accord de Partenariat de Busan. D'autres consultations sont envisagées, notamment un nouveau Dialogue de haut niveau.

- Partenaires :** Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar.
- Événements :** Sur fond de bouleversements politiques historiques dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et à la veille du 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan (Corée du Sud), les ACGI et le CAD se sont rencontrés dans le cadre du Dialogue à haut niveau organisé à Londres les 4 et 5 juillet 2011. Une réunion technique consacrée aux statistiques s'est ensuite tenue au Koweït les 12-13 octobre 2011, au cours de laquelle les ACGI et le CAD sont convenus de collaborer pour améliorer les statistiques relatives aux flux d'aide des donateurs arabes.
- Ces dernières années, l'OCDE a organisé quatre réunions techniques avec les ACGI ou leurs membres, sur les thèmes de l'énergie, de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de l'agriculture notamment, ainsi que de la gestion de l'aide et des rapports statistiques sur l'Aide publique au développement (APD) et les flux non issus de l'APD.
- Publications :** Lors de leur réunion conjointe organisée à Koweït le 10 mai 2009, les Institutions du Groupe de coordination arabe (ACGI) et les membres du CAD ont approuvé un plan d'action pour un partenariat renforcé.
- Site Web :** www.oecd.org/dac/promotingdialoguebeyondthedac.htm

Domaine de résultats : 5.1.2 (Examens par les pairs, suivi des résultats en matière de développement, engagement mondial)

Direction/Service : DCD/DAC

SOUTIEN À L'AMÉLIORATION DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES SYSTÈMES DE GESTION (SIGMA)

Le programme SIGMA est une initiative conjointe de l'OCDE et de l'UE. Lancé en 1992, il aide les pays à renforcer leurs systèmes de gouvernance publique et les capacités de leur administration. Les trois principales fonctions de SIGMA sont de fournir : (i) une assistance technique fondée sur les bonnes pratiques d'une grande diversité de pays (ii) des évaluations des progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes de gouvernance publique, (iii) une aide à la planification et à la hiérarchisation de réformes durables.

L'assistance procurée se répartit en cinq domaines : cadre juridique et gestion de la fonction publique, finances publiques et contrôle, marchés publics, élaboration des politiques et coordination, stratégie et réforme administratives.

Partenaires : *Bénéficiaires de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), Sud :* Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie.

Événements : Consulter le site www.oecd.org/site/sigma/events/.

Publications : Consulter le site www.oecd.org/site/sigma/publicationsdocuments pour des informations sur les publications de SIGMA.

Site Web : www.oecd.org/site/sigma

Domaine de résultats : 4.3.2 (SIGMA)

Direction/Service : GOV/SIGMA

Publications et rapports de l'OCDE sur la région MENA

Direction/ Service	Titre	Version en arabe
CFE	Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2012	
CFE	Promouvoir l'entrepreneuriat dans les universités tunisiennes	
CTPA	Examens par les pairs du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales : - Bahreïn - Liban - Qatar - Émirats Arabes Unis	
DAF	Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement - Tunisie (2012) - Maroc (2010) - Égypte (2007)	
DAF	<i>Renewable Energies in the Middle East and North Africa : Policies to Support Private Investment</i>	
DAF	<i>New Entrepreneurs and High Performance Enterprises in the Middle East and North Africa</i>	
DAF	<i>Supporting Investment Policy and Governance Reforms in Iraq</i>	
DAF	<i>Competitiveness and Private Sector Development : Egypt 2010</i>	

	<i>Business Climate Development Strategy</i>	
DAF	Compétitivité et développement du secteur privé : Maroc 2010 Stratégie de développement du climat des affaires	
DAF	Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE 2004	✓
DAF	<i>Towards New Arrangements for State Ownership in MENA</i>	
DAF	Manuel pour l'évaluation de la concurrence	✓
DAF	Lignes directrices pour la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics	✓
DAF	<i>Competition Law and Policy in Egypt</i> (à paraître)	✓
DCD	Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD : Normes de qualité pour l'évaluation du développement	✓
DCD	Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD : Évaluer les activités de construction de la paix dans les situations de conflit et de fragilité - Mieux comprendre pour de meilleurs résultats	
DCD	Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axées sur les résultats	
DEV	Perspectives économiques en Afrique 2013	
EDU	Résultats du PISA 2009 : Savoirs et savoir-faire des élèves	✓
EDU	<i>Reviews of National Policies for Education : Higher Education in Egypt 2010</i>	✓
ELS	Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants	
GOV	Examen de l'OCDE du cadre d'intégrité dans le secteur public en Tunisie	\
GOV	Études d'apprentissage mutuel <ul style="list-style-type: none"> • <i>Improving Transparency within Government Procurement Procedures in Iraq</i> • <i>Implementing a Code of Conduct for the Public Sector in Jordan</i> • <i>Enhancing Integrity in Public Procurement in Yemen</i> • Maroc : Renforcer l'intégrité dans les marchés publics • Maroc : Revues de Gouvernance Publique Les mécanismes de collecte de l'information sur la corruption	
GOV	<i>OECD e-Government Studies : Egypt 2012</i>	
GOV	<i>Palestinian Authority : E-Government Implementation Roadmap</i> (à paraître)	
GOV	<i>Palestinian Authority : E-Government Policy Document</i> (à paraître)	
GOV	<i>Gender, Law and Public Policy : Trends in the Middle East and North Africa</i> (à paraître)	
GOV	<i>OECD Report on Regulatory Reform in the Middle East and North Africa 2013 : Implementing Regulatory Policy Principles to Foster Inclusive Growth</i>	
GOV	<i>Regulatory Consultation 2013 : A MENA-OECD Practitioners' Guide for Engaging Stakeholders in the Rule-Making Process</i> (à paraître)	✓
GOV	Surmonter les obstacles à la mise en œuvre des stratégies de simplification administrative : Orientations destinées aux décideurs	✓
AIE	<i>Iraq Energy Outlook 2012</i>	✓
AIE	<i>World Energy Outlook 2012</i>	✓
AIE	<i>Energy Statistics of Non-OECD Countries 2012</i>	
AIE	<i>Medium-Term Oil Market Report 2013</i>	
AIE	<i>Medium-Term Gas Market Report 2012</i>	
STI	Les capacités de production d'acier dans les économies non membres de l'OCDE 2013 (à paraître)	

AFRIQUE

L'OCDE travaille avec les pays d'Afrique subsaharienne depuis de nombreuses années. Ses relations avec cette région se sont renforcées depuis 2001, avec la création du *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)*, un cadre stratégique au service du développement socio-économique en Afrique. Aujourd'hui, les travaux de l'OCDE avec l'Afrique subsaharienne sont menés à l'échelle de l'ensemble de l'Organisation. Cet engagement tient en partie à la volonté de l'OCDE de devenir un « *réseau mondial pour l'action publique plus efficace et plus intégrateur* », ainsi qu'à une meilleure prise en compte des questions liées au développement dans les programmes de travail des comités (grâce à la *Stratégie de l'OCDE pour le développement*). Cette évolution peut également s'expliquer par l'intérêt croissant manifesté par les pays d'Afrique subsaharienne en vue de travailler avec l'OCDE sur un vaste éventail de problématiques de l'action publique (investissement, gouvernement d'entreprise, etc.) allant au-delà des activités traditionnelles de l'OCDE en matière de développement, à mesure que ces pays réduisent leur dépendance à l'égard de l'Aide publique au développement (APD) et émergent sur la scène économique internationale.

Les initiatives répertoriées ci-après englobent des partenariats multilatéraux dont le secrétariat est accueilli à l'OCDE, des programmes de Partie II aux structures de gouvernance mixtes (OCDE et Afrique subsaharienne) et des partenariats au service des organisations africaines.

CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est un groupe d'organisations régionales et internationales et de pays d'Afrique de l'Ouest qui œuvrent ensemble en faveur du développement et de l'intégration de cette région. Fondé en 1976 par les membres de l'OCDE, il avait pour mission de mobiliser le soutien de la communauté internationale aux crises de la sécheresse frappant la région du Sahel. Sa couverture géographique s'est élargie en 2001 afin d'englober la totalité des pays d'Afrique de l'Ouest. En 2011, la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) en sont devenus membres à part entière.

Le Club assure le suivi des tendances socio-économiques et politiques de la région, réalise des analyses prospectives et offre un forum dédié au dialogue, en vue de promouvoir le développement et l'intégration de cette région. Parmi les priorités actuelles du programme de travail du CSAO (2012-2014) figurent la sécurité alimentaire, la sécurité et le développement.

Le Groupe d'orientation politique (GOP) rassemble deux fois par an des membres du Club qui définissent les priorités des travaux et approuvent le programme de travail et budget, ainsi que les rapports opérationnels et financiers. Il désigne le Président du Club, fonction actuellement occupée par M. François-Xavier de Donnea, Ministre d'État belge. Dans le cadre de la structure de gestion du Secrétariat des relations mondiales, le Secrétariat accueilli à l'OCDE est chargé de la mise en œuvre du programme de travail. Il organise et facilite les Forums du Club, les réunions des groupes de travail et d'autres rencontres.

Les relations du Club avec l'OCDE sont définies par un Protocole d'accord, renouvelé en décembre 2012 pour six ans. Le CSAO fait actuellement l'objet d'une évaluation externe dont les résultats étayeront sa stratégie et les priorités de ses travaux pour la période 2015-2018.

Membres : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ; Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)

Autriche, Belgique, États-Unis, France, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse.

Observateurs : Canada, Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et UE. La Commission de l'Union africaine a manifesté le souhait de bénéficier du statut d'Observateur.

Événements :	Colloque régional sur l'élevage pastoral : Une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens, N'Djaména, 27-29 mai 2013 Réunion du Groupe d'orientation des politiques du Club du sahel et de l'Afrique de l'ouest, 10 juin 2013, Paris, France Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 25-29 novembre 2013, Abidjan, Côte d'Ivoire
Publications :	Conflits liés aux ressources et terrorismes : Deux facettes de l'insécurité (avril 2013) RPCA, Note aux décideurs : sécurité alimentaire et nutrition au Sahel et en Afrique de l'Ouest (avril 2013) AGIR (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience) – Feuille de route régionale (avril 2013) Perspectives ouest-africaines : peuplement, marché et sécurité alimentaire (mai 2013)
Site Web :	http://www.oecd.org/fr/csao/
Domaine de résultats :	5.1.1 (Politiques pour une réduction de la pauvreté et une croissance durable et inclusive, et engagement en faveur de la cohérence des politiques)
Direction/Service :	CSAO

FORUM POUR LE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE

Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) a été créé en 2003 à la suite du Sommet du G8 d'Évian, pour élargir le dialogue à haut niveau entre le G8 et le NEPAD en y associant d'autres institutions africaines et les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux au développement de l'Afrique. Son objectif est de renforcer et de soutenir l'action accomplie de part et d'autre en faveur du développement de l'Afrique. Sa mission est double : adresser des recommandations aux dirigeants sur les décisions qui doivent être prises dans les principaux processus régionaux et mondiaux (G8/G20 par exemple) et suivre les engagements des deux côtés du partenariat. Le FPA regroupe des représentants de 21 pays du NEPAD, de 20 partenaires du développement et de 20 organisations régionales et internationales.

Le FPA se réunit deux fois par an : la première réunion porte principalement sur les principales questions politiques et la deuxième sur le suivi et l'évaluation des engagements. Il est co-présidé par deux pays d'Afrique (le Bénin et l'Éthiopie à l'heure actuelle) et deux partenaires du développement (les États-Unis et la Belgique à l'heure actuelle). Les dernières réunions, en 2011 et 2012, ont été axées sur l'investissement privé, les infrastructures, l'énergie et les mouvements illicites de capitaux. Une évaluation indépendante extérieure examinera l'efficacité et l'avenir du Forum au premier semestre 2013, alors qu'il approchera de son 10^e anniversaire.

L'OCDE accueille l'Unité de soutien du FPA qui concourt à la préparation des réunions et apporte des contributions de fond, en collaboration étroite avec d'autres directions de l'OCDE, et qui produit également un rapport annuel conjoint, en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies sur le suivi des engagements de développement en Afrique. L'Unité a été créée en 2006 par un Protocole d'accord signé par les membres qui la soutiennent et l'OCDE. Le Protocole d'accord a été renouvelé jusqu'au 30 juin 2014. L'avenir de l'Unité au-delà de cette date sera examiné dans le cadre de l'évaluation prévue.

Membres :	Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Gabon, Libye, Malawi, Mali, Mauritanie, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tchad, Zambie, Zimbabwe. Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Suède, Suisse, UE Commission de l'Union africaine, Présidence de l'Union africaine et huit communautés économiques régionales.
Événements :	FMI, Banque mondiale, PNUD, OMC, CEA, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, BAfD, Agence de Planification et de Coordination du NEPAD

20^e réunion du FPA, 24 avril 2013, Londres, Royaume-Uni

Publications : Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique 2013 (*à paraître*)

Site Web : <http://www.africapartnershipforum.org/fr/> ; www.mrde-africa.org

Domaine de résultats : 5.1.4 (Réduction de la pauvreté, croissance et échanges)

Direction/Service : FPA

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE

Les Perspectives économiques en Afrique (PEA) sont publiées chaque année, en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAfD), le Centre de développement de l'OCDE, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations unies, et avec le soutien financier de l'Union européenne et du Comité du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

L'étude PEA est une référence essentielle pour le suivi de l'évolution économique, sociale et politique du continent. Elle contient les éléments suivants :

- une analyse et des perspectives macroéconomiques originales ;
- un thème spécial ;
- des notes par pays pour 53 des 54 pays du continent (seule la Somalie n'est pas encore couverte) ;
- une analyse rigoureuse et politiquement indépendante ;
- une annexe statistique très complète.

Partenaires : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Malawi, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, São Tomé-et-Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe, BAfD, CEA, PNUD, CE, secrétariat des pays de l'ACP

Événements : Lancement officiel des PEA 2013 à l'occasion de la réunion annuelle de la BAfD, 28 mai 2013, Marrakech, Maroc
Événement en marge de la TICAD V, 2 juin 2013, Yokohama, Japon
Forum économique international sur l'Afrique, 7 octobre 2013, Paris, France

Publications : Perspectives économiques en Afrique 2013 : Transformation structurelle et ressources naturelles

Site Web : <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>, <http://www.oecd.org/fr/dev/>

Domaine de résultats : 5.1.6 (Analyse des stratégies de croissance et des politiques de développement)

Direction/Service : DEV

INITIATIVE NEPAD-OCDE POUR L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

L'Initiative a pour objectif de renforcer la capacité des pays africains à élaborer et mettre en œuvre des réformes visant à améliorer le climat de l'investissement au profit de la croissance durable, de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté. Elle a été lancée en 2006. En 2011, le CRE l'a renouvelée jusqu'à la fin de 2014.

L'Initiative offre un cadre pour le dialogue régional et l'examen par les pairs, formule des conseils et soutient la mise en œuvre des réformes. Elle est guidée par un groupe de direction qui se réunit en Afrique deux fois par an et qui est présidé par le Secrétaire exécutif du NEPAD, l'Afrique du Sud et le Japon en assurant la vice-présidence. Des conférences ministérielles se tiennent tous les deux ans.

Dix examens des politiques d'investissement ont été effectués à l'aide des instruments de l'OCDE, en particulier du Cadre d'action pour l'investissement, et deux autres ont été demandés. Le Cadre d'action pour l'investissement dans l'agriculture a été élaboré sous l'égide de l'Initiative, du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et de la Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE.

L'Initiative élabore aussi actuellement un *Cadre régional des politiques d'investissement pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)*, qui s'appuie sur le Cadre d'action pour l'investissement. Ce cadre régional sera fondé sur les examens des politiques d'investissement réalisés pour cinq pays membres de la SADC (Tanzanie, Botswana, Mozambique, Zambie, Île Maurice) et il sera conçu en collaboration avec le Sous-comité de la SADC sur l'investissement. L'Initiative coopère également avec la SADC pour analyser les obstacles et les opportunités rencontrés par le secteur privé pour participer au développement des infrastructures en Afrique australe et pour assurer des formations sur les partenariats public-privé (PPP) au service du développement des infrastructures dans la région. Enfin, une collaboration future avec les huit membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est également envisagée, afin de soutenir l'UEMOA dans l'élaboration de directives régionales pour l'investissement dans l'agriculture en Afrique de l'Ouest.

Partenaires :	Tous les États membres de l'Union africaine (54 pays) et le Maroc, SADC, UEMOA, BAfD, CEA
	Des examens des politiques d'investissement, formations et/ou réunions ministérielles ont été ou seront organisés avec les pays suivants : Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Égypte, Maurice, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Tunisie et Zambie.
Événements :	Réunion conjointe sur les infrastructures de l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique et du réseau PPPA de la SADC, 26 mars 2013, Johannesburg, Afrique du Sud. Événement conjoint OECD-JICA-SADC sur le développement des infrastructures en Afrique (en marge de la TICAD V), 31 mai 2013, Yokohama, Japon. Novembre 2013, atelier régional pour discuter du <i>Cadre régional des politiques d'investissement</i> de la SADC et de lancer formellement l'examen des politiques de l'investissement de la Tanzanie, de Maurice et du Botswana (à décider).
Publications :	Examens des politiques d'investissement de la Tanzanie (2013) ; du Mozambique (2013) ; de l'Île Maurice (à paraître en 2013) et du Botswana (à paraître en 2013) <i>Challenges and Opportunities for Private Sector Participation in Infrastructure Development in the SADC Region</i> (2013) <i>Regional Investment Policy Framework for SADC Region</i> (2015)
Site Web :	http://www.oecd.org/fr/investissement/investissementpourledeveloppement/afrique.htm
Domaine de résultats :	4.1.1 (Investissement)
Direction/Service :	DAF/INV

INITIATIVE CONJOINTE DE LA BAFD ET DE L'OCDE POUR L'INTÉGRITÉ DANS LES AFFAIRES ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN AFRIQUE

Cette Initiative menée conjointement avec la Banque africaine de développement soutient 20 gouvernements africains dans leurs efforts de lutte contre la corruption et vise à renforcer la compétitivité du secteur privé en relevant les normes d'intégrité et de responsabilité des entreprises. Elle soutient l'application de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption. L'Initiative a été lancée en janvier 2011 avec l'adoption d'un programme d'action en matière de lutte contre la corruption (*Anti-Bribery and Business Integrity Course of Action*) lors de la première réunion régionale d'experts qui s'est tenue à Lilongwe (Malawi).

Ce programme d'action définit les mesures précises que les pays africains s'engagent à prendre conformément aux recommandations de l'*Inventaire 2012 des lois, politiques et pratiques pour l'intégrité dans les affaires et la lutte contre la corruption dans vingt pays africains*. L'Initiative a élaboré un mécanisme pour le suivi de la mise en œuvre du plan d'action. Elle développe en outre des *Lignes directrices destinées aux entreprises en matière d'intégrité*.

Partenaires :	Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie, BafD
Événements :	2 ^e Réunion d'experts régionaux de l'Initiative conjointe de la BafD et de l'OCDE pour l'intégrité dans les affaires et la lutte contre la corruption en Afrique, décembre 2013, Johannesburg, Afrique du Sud (date à confirmer)
Publications :	Inventaire des lois, politiques et pratiques pour l'intégrité dans les affaires et la lutte contre la corruption dans vingt pays africains, 2012
Site Web :	http://www.oecd.org/fr/daf/anti-corruption/soutenirlintegritedesaffaireseteffortsdanti-corruptionenafrique.htm
Domaine de résultats :	4.1.2 (Lutte contre la corruption)
Direction/Service :	DAF/ACD

RÉSEAU SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN AFRIQUE AUSTRALE

Le Réseau, créé en 2008, soutient la mise en place d'initiatives destinées à améliorer la gouvernance des entreprises publiques dans les économies d'Afrique australe. Il vise à faire connaître les difficultés et les avantages associés à la présence capitaliste de l'État et évalue les cadres et les pratiques en vigueur à l'aune des Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques.

Le Réseau élabore actuellement des *Lignes directrices régionales pour la gouvernance et la réforme des entreprises publiques en Afrique australe*, par l'intermédiaire d'un groupe de travail réunissant 5 pays (Botswana, Mozambique, Namibie, Zambie et Zimbabwe). Ces lignes directrices couvriront divers domaines prioritaires comme les dispositifs de participation, la nomination, la désignation et la rémunération des administrateurs, la transparence et la responsabilité des entreprises publiques.

Le Réseau produira aussi des documents thématiques consensuels définissant les priorités des réformes de la gouvernance des entreprises publiques d'Afrique australe. Parmi les thèmes qui seront traités par la suite figurent l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques dans le secteur des infrastructures, ainsi que le renforcement des environnements juridiques et réglementaires correspondants, et l'amélioration de l'éthique dans les entreprises publiques.

Partenaires :	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, SADC, BafD, Commission de l'Union africaine, Development Bank of Southern Africa (DBSA)
Événements :	Quatrième réunion du Réseau OCDE-SADC sur la gouvernance des entreprises publiques en Afrique australe, 18-19 novembre 2013, Swakopmund (Namibie)
Publications :	<i>Regional Guidelines for SOE Governance and Reform in Southern Africa</i> (2013/4)
Site Web :	www.oecd.org/southafrica/soe-africa.htm
Domaine de résultats :	4.1.3 (Gouvernance d'entreprise)
Direction/Service :	DAF/CA

CENTRE DE L'OCDE POUR LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE ET LES MARCHÉS D'OBLIGATIONS EN AFRIQUE

Un Protocole d'accord, signé par le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría et le ministre des Finances sud-africain Pravin Gordhan à la RCM de 2011, établit un partenariat entre le ministère des Finances de l'Afrique du Sud et l'OCDE qui s'engagent ainsi à apporter un financement conjoint au Centre, situé dans les locaux de la Development Bank of Southern Africa (DBSA), à Midrand.

Le Centre œuvre en faveur d'un dialogue sur les politiques entre les gestionnaires de la dette publique et les acteurs du marché et d'autres responsables issus de 22 pays d'Afrique subsaharienne ; collecte et diffuse des données sur la dette publique et les marchés obligataires en Afrique ; et soutient les activités de renforcement des capacités. Les réunions annuelles du Forum de l'OCDE sur la gestion de la dette et le marché d'obligations en Afrique se tiennent au Centre.

Les agents de l'OCDE en poste à Paris sont chargés des aspects fondamentaux des travaux du Centre. Un directeur général est responsable de la gestion administrative. Un comité de direction, composé de gestionnaires de la dette publique de haut niveau de pays africains et coprésidé par deux hauts responsables, l'un de l'OCDE et l'autre d'Afrique du Sud, formule des conseils sur le programme de travail et le budget ainsi que sur le rapport annuel soumis par le directeur général et consacré aux activités et dépenses du Centre pour l'année précédente.

Partenaires :	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Zambie, DBSA
Événements :	7 ^e Forum de l'OCDE sur la gestion de la dette et le marché d'obligations en Afrique, Midrand, Afrique du Sud, 26-28 juin 2013.
Publications :	<i>African Central Government Debt 2013 : Statistical Yearbook</i>
Site Web :	www.oecd.org/finance/public-debt/africaandpublicdebtmanagement.htm
Domaine de résultats :	4.2.2 (Finances, assurances et pensions)
Direction/Service :	DAF/FIN

PARTENARIAT AVEC LE FORUM AFRICAIN DE LA CONCURRENCE

L'OCDE est l'une des organisations internationales qui soutient le Forum africain de la concurrence (FAC), aux côtés de la CNUCED, de la Banque mondiale, de l'UE, de la SADC et de CUTS. Le Forum a été lancé à Nairobi, au Kenya, en mars 2011, en vue d'encourager l'adoption de principes de concurrence dans la mise en œuvre des politiques économiques nationales et régionales des pays d'Afrique. Il encourage le renforcement des capacités des organismes de la région et travaille à mieux faire connaître et comprendre les principes de concurrence parmi les responsables de l'action publique et les autres parties prenantes. Lors de leur dernière réunion, les participants ont convenu qu'ils chercheraient à élaborer des lignes directrices du FAC contre les soumissions concertées, en s'appuyant sur la Recommandation du Conseil sur la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics.

Le Forum rassemble 30 représentants d'autorités de la concurrence opérationnelles et de ministères chargés de la réglementation de la concurrence en Afrique. Son Comité de direction comprend huit membres (des responsables des autorités de concurrence) du Kenya, d'Afrique du Sud, du Sénégal, de Tanzanie, de Zambie, de Gambie, d'Égypte et du Maroc. Le Président du Forum est M. Francis Kariuki, de l'autorité de la concurrence du Kenya.

Partenaires : Afrique du Sud*, Algérie*, Angola, Bénin*, Botswana*, Burkina Faso*, Cameroun*, Côte d'Ivoire, Égypte*, Gambie*, Guinée, Kenya*, Lesotho, Libéria, Malawi*, Mali, Maroc*, Maurice*, Namibie*, Niger, Rwanda, Sao Tome-et-Principe, Sénégal*, Seychelles*, Sierra Leone, Swaziland*, Tanzanie*, Togo, Tunisie*, Zambie*, Zimbabwe*

** Pays dotés d'autorités de la concurrence opérationnelles.*

Événements : Atelier du FAC/OCDE sur la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics, Dar es Salaam, Tanzanie, les 26-27 juin 2013

Publications :

Site Web :

Domaine de résultats : 4.2.1 (Concurrence)

Direction/Service : DAF/COMP

PARTENARIAT AVEC L'INITIATIVE AFRICAINE CONCERTÉE SUR LA RÉFORME BUDGÉTAIRE

L'*Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire* (CABRI), lancée par l'Afrique du Sud en 2004, permet aux hauts responsables du budget de 23 pays africains d'échanger leurs meilleures pratiques et de promouvoir des systèmes de gestion des finances publiques plus transparents et plus efficaces. L'OCDE est partenaire de CABRI depuis 2004, date à laquelle a été lancé le réseau régional des hauts responsables du budget pour l'Afrique.

L'OCDE et CABRI ont conclu un protocole d'accord en février 2013 en vue d'étendre leur coopération au-delà du domaine de la réforme budgétaire. Les nouvelles activités communes porteront notamment sur la collecte et la standardisation des statistiques sur les recettes en Afrique et le soutien à la mise en œuvre des engagements du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement en matière de gestion des finances publiques.

Partenaires : Membres de CABRI : Afrique du Sud, Burkina Faso, Ghana, Kenya, Libéria, Mali, Maurice, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal,

Angola, Botswana, Égypte, Éthiopie, Lesotho, Madagascar, Malawi, Namibie, Nigéria, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe

Événements : Événement OCDE/CABRI relatif à la *Plateforme pour des institutions efficaces*, 27-28 février 2013, Johannesburg, Afrique du Sud

Publications : *OECD/CABRI Survey of Budget Practices and Procedures in Africa 2008*

Site Web : <http://www.oecd.org/fr/gov/budgetisation/initiativecollaborativepourlareformebudgetaireenafriquecabri-reseaudeshautsresponsablesdubudgetenafrique.htm> ; <http://www.cabri-sbo.org/>

Domaine de résultats : 4.3.1 (Efficacité du secteur public)

Direction/Service : GOV, CTPA, DEV, DCD

PARTENARIAT AVEC LE FORUM SUR L'ADMINISTRATION FISCALE AFRICAINE (ATAF)

L'ATAF vise à faciliter la coopération entre 36 administrations fiscales d'Afrique (et d'autres parties prenantes intéressées) afin d'améliorer l'efficacité des législations et administrations fiscales. Travaillant avec les administrations fiscales d'Afrique depuis le début des années 2000, l'OCDE a conclu avec l'ATAF un accord de renforcement de leur coopération en 2012.

Le Programme de relations mondiales de l'OCDE en matière fiscale a organisé 21 formations techniques sur des questions fiscales qui ont accueilli plus de 600 participants africains depuis 2010, en collaboration avec l'ATAF. Par ailleurs, le Groupe de travail de l'OCDE sur la fiscalité et le développement apporte son soutien au programme de renforcement des capacités de l'ATAF au moyen d'une assistance technique dans les domaines suivants : construction de l'État et renforcement des capacités, systèmes efficaces de prix de transfert, amélioration de la transparence des informations financières publiées par les entreprises multinationales, et optimisation de la transparence et de l'échange de renseignements de manière à lutter contre la fraude fiscale transnationale (en étayant les travaux du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, auquel participent 17 pays d'Afrique).

Partenaires : Membres de l'ATAF : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Égypte, Érythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Zambie, Zimbabwe, BAfD, Agence du NEPAD, SADC, EAC

Événements : Troisième réunion du Groupe de travail sur la fiscalité et le développement, 9-10 mai 2012, Le Cap, Afrique du Sud

Publications : *Revenue Statistics in Africa (à paraître)*

Site Web : <http://www.oecd.org/ctp/tax-global/taxanddevelopment.htm> ; <http://www.ataftax.net/en>

Domaine de résultats : 3.3.1 (Fiscalité)

Direction/Service : CTPA